



LES MARCHÉS ET LA DÉMOCRATIE

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / JUIN 2008

VOLUME 13 / NUMÉRO 6

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Programme d'information internationale

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
<hr/>	
Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directeur de la rédaction	Bruce Odessey
Chef de la production	Susan Doner
Chef adjointe de la production	Sylvia Scott
Version Internet	Janine Perry
Révision	Rosalie Targonski
<hr/>	
Photographies	Maggie Sliker
Page de couverture	Diane Woolverton
Graphiques	Vincent Hughes
Documentalistes	Martin Manning Anita Green
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité.

Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Pays ayant le meilleur classement pour la liberté économique et la démocratie

Les pays en caractères gras figurent sur les deux listes.

Les 20 premiers pays de l'Indice de liberté économique

- | | |
|----------------------------|-----------------------|
| 1. Hong Kong | 11. Danemark |
| 2. Singapour | 12. Estonie |
| 3. Irlande | 13. Pays-Bas |
| 4. Australie | 14. Islande |
| 5. États-Unis | 15. Luxembourg |
| 6. Nouvelle-Zélande | 16. Finlande |
| 7. Canada | 17. Japon |
| 8. Chili | 18. Maurice |
| 9. Suisse | 19. Bahreïn |
| 10. Royaume-Uni | 20. Belgique |

Source : Heritage Foundation et *The Wall Street Journal*

Les 20 premiers pays de l'Indice de la démocratie

- | | |
|----------------------|--|
| 1. Suède | 11. Irlande/
Nouvelle-Zélande |
| 2. Islande | 13. Allemagne |
| 3. Pays-Bas | 14. Autriche |
| 4. Norvège | 15. Malte |
| 5. Danemark | 16. Espagne |
| 6. Finlande | 17. États-Unis |
| 7. Luxembourg | 18. République tchèque |
| 8. Australie | 19. Portugal |
| 9. Canada | 20. Belgique/Japon |
| 10. Suisse | |

Source : *The Economist* © The Economist Newspaper Limited 2007.
Tous droits réservés.

Avant-propos

La Commission de la Banque mondiale sur la croissance et le développement a récemment publié un rapport analysant les facteurs responsables de la croissance économique dans les pays en développement. Selon ce groupe d'experts internationaux, au nombre desquels on trouve deux prix Nobel, l'une des clés de cette croissance réside dans l'existence de « gouvernements crédibles, représentatifs et pragmatiques ». La « qualité du débat » sur la politique publique du pays, la fermeté de la lutte contre la corruption et l'égalité des chances – toutes caractéristiques généralement associées avec les systèmes démocratiques – étaient parmi les autres facteurs identifiés par la Commission.

Le diagramme montre la même chose. Lorsque l'on compare la liste des 20 premiers pays de l'Indice de liberté économique à celle des 20 premiers de l'Indice de la démocratie, des chevauchements apparaissent : treize pays sont inscrits dans les deux listes. Il semblerait donc qu'il existe à tout le moins un lien entre les marchés libres productifs et les formes démocratiques de gouvernement.

Michael Mandelbaum, auteur d'un récent *Democracy's Good Name* (La bonne réputation de la démocratie) va plus loin. « La principale source de la démocratie politique », écrit-il dans ce numéro de *eJournal USA* « est une économie de marché. S'il y a eu et s'il y a encore des pays qui pratiquent une économie de marché sans souscrire à une politique démocratique, au XXI^e siècle, pas

un seul pays démocratique n'a pas d'économie de marché ». Pourtant, l'an dernier, dans la prestigieuse revue *Foreign Policy*, le professeur de théorie politique Robert Reich publiait un article intitulé « Comment le capitalisme tue la démocratie ».

À l'évidence, les rapports entre les marchés et la démocratie ne sont pas aussi simples qu'il y paraît. Depuis la publication, en 1776, de la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* par Adam Smith, des penseurs aussi éminents que Max Weber, Joseph Schumpeter et Lester Thurow examinent les rapports complexes entre ces deux concepts. Les marchés libres peuvent-ils exister en l'absence de démocratie ? Qu'est ce qui vient d'abord, le marché libre ou la démocratie ? La puissante incitation universelle de la croissance économique peut-elle amener plus de démocratie dans les pays non démocratiques ?

Les experts internationaux consultés pour ce numéro offrent des réponses et soulignent des variables telles que les possibilités de création de richesse, le rôle de la confiance publique et les concepts de participation du peuple et de responsabilité de l'État. Notre objectif n'est toutefois pas de résoudre ce débat intellectuel vieux de plusieurs siècles, mais d'aider nos lecteurs à mieux saisir différents aspects d'une question qui est sans aucun doute d'une importance majeure pour tous dans le monde actuel.

La rédaction



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / JUIN 2008 / VOLUME 13 / NUMÉRO 6
<http://www.america.gov/publications/ejournals.html>

LES MARCHÉS ET LA DÉMOCRATIE

4 Les racines de la démocratie moderne

MICHAEL MANDELBAUM, PROFESSEUR DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE À L'ÉCOLE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES DE L'UNIVERSITÉ JOHNS HOPKINS À WASHINGTON

La liberté et la souveraineté du peuple sont les deux composantes de la démocratie. Le libre marché vient d'abord afin de créer les conditions favorables à la naissance de la démocratie.

8 Les démocraties élastiques et la mondialisation

CHAN HENG CHEE, AMBASSADRICE DE SINGAPOUR AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS

Les pays peuvent jouir de divers degrés de liberté et de démocratie. Les marchés ouverts sont une condition nécessaire, mais pas suffisante, de la démocratie. Les leçons tirées des récentes expériences semblent montrer que les marchés libres ont précédé la démocratie.

CRÉATION DE RICHESSES

10 Les racines du capitalisme moderne

BRUCE SCOTT, PROFESSEUR DE GESTION DES AFFAIRES À LA HARVARD BUSINESS SCHOOL

Capitalisme et démocratie n'ont pas fait simultanément leur apparition dans l'histoire, et la question se pose de savoir s'ils pourront continuer de dominer les systèmes d'échanges commerciaux et de gouvernement du monde.

13 Libéralisation économique sans démocratisation en Chine

KELLEE TSAI, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ JOHNS HOPKINS

Il ne faut pas s'attendre dans un avenir proche à une démocratisation de la Chine. Le boom économique et l'augmentation des revenus peuvent très bien renforcer le gouvernement communiste qui est doué d'une grande capacité d'adaptation.

16 Marchés libres et démocratie: l'exemple cubain

OSCAR ESPINOSA CHEPE, ÉCONOMISTE

Des décennies d'oppression par un gouvernement centralisé ont eu raison de l'économie cubaine. Sans liberté, les Cubains ne seront jamais en mesure d'être compétitifs dans une économie mondialisée.

LE RÔLE DE LA CONFIANCE PUBLIQUE

18 Démocratie, libre entreprise et confiance

WILLIAM REINSCH, PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le libre marché tend à favoriser l'instauration de la démocratie, alors que l'inverse n'est pas toujours vrai.

22 Économie de marché sans démocratie dans le Golfe

JEAN-FRANÇOIS SEZNEC, PROFESSEUR ASSOCIÉ INVITÉ DE L'UNIVERSITÉ DE GEORGETOWN

Les États du Golfe possèdent des marchés essentiellement libres, mais leurs élections, elles, ne le sont pas. Les dirigeants partagent les bénéfices de l'expansion économique, mais pas le pouvoir politique.

**25 Démocratie et capitalisme :
séparation des deux jumeaux**
IVAN KRASDEV, PRÉSIDENT DU CENTRE FOR
LIBERAL STRATEGIES DE SOFIA
On craignait que l'Europe centrale n'embrasse
la démocratie et ne rejette l'économie de marché.
On constate à présent qu'elle a accepté le libre
marché, mais que la démocratie la satisfait de
moins en moins.

27 Les effets des conflits ethniques
DOH SHIN ET CHRISTOPHER RAYMOND,
RESPECTIVEMENT PROFESSEUR DE SCIENCES
POLITIQUES ET ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT
À L'UNIVERSITÉ DU MISSOURI
Les recherches montrent que les réformes
politiques et économiques réduisent les conflits
ethniques, même dans les pays où un groupe
ethnique minoritaire domine l'économie.

PARTICIPATION CITOYENNE ET RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

**31 Démocratie et développement
économique: le rejet des extrêmes**
DANIEL KAUFMANN, DIRECTEUR DU PROGRAMME
GOUVERNANCE À L'INSTITUT DE LA BANQUE
MONDIALE
À long terme, dans les régimes démocratiques,
la liberté d'expression et la liberté de la presse,
ajoutées à l'obligation de rendre des comptes,
ont des effets positifs sur le développement
économique.

**36 Une plus grande libéralisation
économique va-t-elle conduire à un
gouvernement plus démocratique en
Russie?**

PETER ÅSLUND, CHARGÉ DE RECHERCHES AU
PETERSON INSTITUTE FOR INTERNATIONAL
ECONOMICS

Malgré son expansion économique, le niveau
d'éducation de sa population et l'ouverture
relative de sa société, la Russie est revenue à un
gouvernement autoritaire à cause de la corruption.

39 Bibliographie (en anglais)

Les racines de la démocratie moderne

Michael Mandelbaum



© AP Images/Ahn Young-Joon

En Corée du Sud, la liberté d'expression ainsi que d'autres libertés ont suivi la libéralisation des marchés.

La liberté et la souveraineté du peuple sont les deux composantes de la démocratie, dit Michael Mandelbaum. Le libre marché doit venir d'abord afin d'établir les conditions favorables à la naissance de la démocratie, note-t-il. M. Mandelbaum est professeur de politique étrangère américaine, titulaire de la chaire Christian Herter, à l'École de hautes études internationales de l'université Johns Hopkins à Washington; il est l'auteur de Democracy's Good Name: The Rise and Risks of the World's Most Popular Form of Government [La bonne réputation de la démocratie: Grandeur et risques d'effondrement de la forme de gouvernement la plus populaire du monde] (Public Affairs, 2007).

Au cours des trois dernières décennies, la démocratie a connu une remarquable croissance. En 1900, seuls 10 pays pouvaient être considérés comme des démocraties. Au milieu du siècle, leur nombre était de 30, et ce chiffre n'avait pas changé 25 ans plus tard. En 2005,

toutefois, 119 des 190 pays du globe étaient des démocraties. Comment cela s'est-il produit? La réponse à cette question exige, avant toute chose, que l'on comprenne bien ce qu'est la démocratie.

Pour ceux qui emploient ce terme, c'est-à-dire pratiquement tout le monde, la démocratie est un système politique unique, intégré, facilement identifiable. Du point de vue historique, toutefois, comme je le décris dans mon ouvrage *Democracy's Good Name: The Rise and Risks of the World's Most Popular Form of Government*, la démocratie est issue de la fusion de deux traditions politiques qui, jusqu'à une époque couvrant une bonne part du XIX^e siècle, étaient non seulement distinctes, mais largement considérées comme parfaitement incompatibles.

Ces deux traditions sont la liberté et la souveraineté populaire. La liberté se situe au niveau individuel alors que la souveraineté populaire appartient à l'ensemble de la communauté. La liberté concerne ce que font les gouvernements ou, plus précisément, ce qu'ils n'ont pas le



Fête du 14 juillet à Paris, célébration de la naissance de la souveraineté du peuple.

© AP Images/Michel Lipchitz

droit de faire à leurs citoyens, à savoir limiter les libertés individuelles. Quant à la souveraineté du peuple, elle fait référence aux modalités du choix des gouvernants, qui sont choisis par l'ensemble du peuple. Elle répond donc à la question de savoir qui gouverne, et la liberté prescrit des règles déterminant ce que les gouvernants sont autorisés à faire, règles qui imposent des limites à leur pouvoir.

Ces deux composantes ont des antécédents historiques distincts. La liberté, la plus ancienne des deux, s'est développée en trois étapes. La liberté économique, sous la forme de la propriété privée, remonte dans la tradition de l'Europe occidentale à l'antiquité romaine. La liberté de religion, dans cette tradition, est née en grande partie du schisme survenu dans l'Europe chrétienne du fait de la réforme protestante des XVI^e et XVII^e siècles. La liberté politique a fait son apparition plus tard, la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle étant le premier pays où l'on a pu voir une situation qui ressemblait à la liberté politique moderne, situation où le gouvernement n'exerce pas de

contrôle sur l'expression des pensées, les réunions et la participation à la vie politique.

La souveraineté populaire a fait irruption dans le monde lors de la Révolution française de 1789, qui a lancé l'idée selon laquelle c'est le peuple, et non pas un monarque héréditaire, qui doit être détenteur du pouvoir souverain. Étant donné les difficultés pratiques qu'il y aurait à ce que l'ensemble du peuple gouverne directement en tous temps, on a conçu un véhicule d'exercice de la souveraineté populaire qui est le gouvernement représentatif, formule selon laquelle le peuple choisit ses représentants au moyen d'élections libres, régulières et ouvertes auxquelles tous les adultes ont le droit de participer.

Jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle, on considérait généralement que la souveraineté populaire étoufferait la liberté. Si le peuple accédait au pouvoir suprême, pensait-on, il saisirait les biens des classes nanties et imposerait à tous un strict conformisme politique et social. Deux ouvrages classiques d'analyse politique du XIX^e siècle, l'étude en deux volumes de l'aristocrate français Alexis de Tocqueville intitulée *De la démocratie en Amérique* et l'essai de l'Anglais John Stuart Mill *De la liberté* traitent précisément de ce danger. Une fois le XX^e siècle arrivé, toutefois, il est clairement apparu que la liberté et la souveraineté populaire pouvaient coexister harmonieusement, comme elles le font actuellement dans de nombreux pays de par le monde.

FILET DE SÉCURITÉ SOCIAL

L'une des grandes raisons du succès de la fusion des deux composantes décrites ci-dessus tient à la mise en œuvre, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, de programmes publics de protection sociale qui offraient notamment des pensions de vieillesse, une assurance chômage et des assurances médicales, constituant collectivement ce que l'on a appelé le filet de sécurité social caractéristique de l'État-providence. Étant donné que tous les citoyens ont droit à ces avantages sociaux, l'État-providence a en fait universalisé la distribution des biens, ce qui a eu pour effet de rendre la propriété privée plus acceptable qu'elle ne l'eût été dans d'autres circonstances.

Cette combinaison de la protection sociale, de la liberté et de la souveraineté populaire a beaucoup ajouté au charme de la démocratie. Celle-ci a bénéficié également de l'évolution de l'histoire moderne, durant laquelle ce sont des démocraties qui sont devenues les pays les plus riches et les plus puissants du globe,

notamment la Grande-Bretagne au XIX^e siècle et les États-Unis au XX^e. Il n'est rien qui attire autant que le succès, et comme les pays qui ont le mieux réussi durant la deuxième moitié du XX^e siècle sont des démocraties, à savoir les pays d'Europe de l'Ouest, le Japon, les États-Unis et la Grande-Bretagne, cette forme de gouvernement a eu des adeptes.

Toutefois, aspirer à établir un système de gouvernement démocratique est une chose, y parvenir en est une autre. À ce sujet, il convient de s'arrêter sur une différence entre les deux composantes de la démocratie qui revêt une pertinence toute particulière. La souveraineté populaire est un principe politique dont l'application est relativement facile, car on peut organiser des élections libres et à peu de frais pratiquement partout.

La liberté, en revanche, est bien plus difficile à instaurer. Elle exige des institutions et, en bonne place parmi celles-ci, un appareil juridique complet en bonne et due forme, ainsi que des gens possédant les connaissances et l'expérience requises pour assurer le fonctionnement de ces institutions. La liberté ne peut fleurir que dans une société où les valeurs sur lesquelles reposent ces institutions, telles que le respect de l'état de droit, sont largement répandues. Ces institutions, ces connaissances et ces valeurs ne peuvent pas naître du jour au lendemain et elles sont difficilement importables de l'étranger. En Grande-Bretagne, par exemple, elles ont été le produit d'une évolution au fil de plusieurs siècles. Ceci pose la double question de savoir d'où viennent les institutions et les pratiques démocratiques, et comment les sociétés d'où elles sont absentes parviennent à s'en doter.

La principale source de la démocratie politique, comme je l'explique dans *Democracy's Good Name*, est une économie fondée sur l'économie de marché. S'il y a eu et s'il existe toujours des pays qui pratiquent l'économie de marché mais pas la démocratie en politique, il n'existe au XXI^e siècle aucun pays qui soit une démocratie et dont l'économie ne soit pas axée sur le libre marché. La plupart des pays où la démocratie a fait son apparition durant le dernier quart du XX^e siècle, en particulier en Europe méridionale, en Amérique latine et en Asie de l'Est et du Sud-Est, ont une expérience d'au moins une génération en matière de conduite d'une économie de marché.

LE LIBRE MARCHÉ, FACTEUR DE DÉMOCRATIE

Le libre marché appuie la démocratie de quatre façons distinctes. En premier lieu, au cœur de toute économie de marché se situe l'institution de la propriété privée, celle-ci étant elle-même une forme de liberté. Le



La Chine a pris des mesures pour protéger la propriété privée, qui est une forme de liberté.

pays qui possède une économie de marché effective possède donc déjà aussi l'une des composantes essentielles de la démocratie politique.

En second lieu, les libres marchés génèrent des richesses, et de nombreuses études ont démontré que plus un pays est riche, plus il est susceptible d'avoir un régime démocratique. Les gens riches ont le temps qu'il faut consacrer à la participation politique dans les démocraties, temps que les pauvres n'ont pas. La richesse crée ce qui a toujours été historiquement l'armature sociale de la démocratie, à savoir une classe moyenne.

En troisième lieu, le libre marché se trouve au cœur même de ce que les sociologues appellent la société civile, qui est constituée des organisations et des groupements de la société ne relevant pas du gouvernement, tels que les syndicats du travail, et les associations religieuses et professionnelles. La société civile est située entre le gouvernement et l'individu. Elle limite le pouvoir du gouvernement et offre l'espace social nécessaire à l'exercice d'activités indépendantes du gouvernement. Les organisations de la société civile dépendent de l'économie de marché pour se procurer les fonds dont elles ont besoin pour fonctionner. Il ne peut y avoir de démocratie sans société civile, ni de société civile sans économie de marché.

En quatrième et dernier lieu, le libre marché cultive deux habitudes qui sont essentielles à la vie politique démocratique. La première est la confiance. Les citoyens d'un État démocratique doivent pouvoir faire confiance au gouvernement quant au respect de leurs droits, et les minorités doivent faire confiance à la majorité en sachant que celle-ci ne leur nuira pas et ne les persécutera pas. Dans une économie de marché, acheteurs et vendeurs doivent se faire confiance mutuellement en ce qui

concerne l'exécution des contrats qu'ils passent entre eux, faute de quoi il ne saurait y avoir de commerce.

L'autre habitude découlant du libre marché qui est essentielle à la démocratie est celle du compromis. On peut en fait définir la démocratie comme le régime politique dans lequel le compromis, et non la violence ou la coercition, est la modalité selon laquelle se règlent les différends qui surviennent inévitablement dans toute société. Dans le déroulement des activités quotidiennes de l'économie de marché, les gens apprennent à transiger : l'acheteur et le vendeur doivent toujours négocier pour parvenir à un compromis sur le prix de l'objet de leur contrat étant donné que le vendeur veut toujours être payé le plus possible, et que l'acheteur veut toujours payer le minimum.

À partir du dernier tiers du XX^e siècle, on en est venu à considérer pratiquement partout que le libre marché était la meilleure forme d'organisation économique pour aboutir à la prospérité. Toutes les sociétés souhaitent prospérer et elles ont donc, presque toutes, établi ou essayé d'établir un régime économique fondé sur le libre marché. Étant donné que la première tendance tend à promouvoir la seconde, l'expansion du libre marché a fait davantage que tout autre facteur pour favoriser la remarquable expansion de la démocratie de par le monde. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Les démocraties élastiques et la mondialisation

Chan Heng Chee



© AP Images/Wong Maye-e

Singapour a réussi dans le textile et d'autres secteurs avant de se démocratiser.

Selon Chan Heng Chee, ambassadrice de Singapour auprès des États-Unis, les pays peuvent jouir de divers degrés de liberté et de démocratie. Les marchés ouverts sont une condition nécessaire mais pas suffisante de la démocratie; les leçons tirées des récentes expériences semblent montrer que, sauf en Inde, les marchés libres ont précédé la démocratie. Cet essai est adapté de l'allocution prononcée par Mme Chee le 18 septembre 2007 au College of William and Mary de Williamsburg (Virginie).

La démocratie anglo-américaine se fonde sur le régime parlementaire britannique ou sur la séparation des pouvoirs du système politique américain. Son bon fonctionnement présuppose la liberté d'expression, la liberté de réunion, des élections libres et l'État de droit. Tout pays se disant démocratique doit adopter ces principes.

Mais partout dans le monde, la démocratie est élastique. Il peut y avoir plus ou moins de démocratie comme il peut avoir plus ou moins de liberté. La Malaisie et Singapour sont moins démocratiques que le Japon et la Corée du Sud, mais plus démocratiques que la Thaïlande ou l'Égypte.

À mon avis, les marchés sont une condition nécessaire mais pas suffisante de la démocratie. À notre connaissance, il n'existe pas de pays démocratique dont les marchés ne sont pas relativement ouverts et il n'existe pas non plus de régime entièrement fermé au monde extérieur qui n'est pas aussi autoritaire ou totalitaire. La Birmanie n'a que très peu de marchés et pas de démocratie; la Corée du Nord n'a ni marchés ni démocratie.

Qu'est-ce qui vient d'abord, les marchés ou la démocratie? Existe-il, doit-il exister, une relation de cause à effet entre les deux?

LES QUATRE TIGRES

Me fondant sur l'évolution politique de l'Asie, je dirais que les marchés précèdent la démocratie. Les régimes autoritaires des quatre tigres - la Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong et Singapour - sont devenus plus ouverts après l'adoption de systèmes économiques fondés sur le marché et axés sur l'exportation. Tous ont connu la réussite économique, arrivant à des taux moyens de croissance de 8-9 % par an en l'espace de 10 ou 20 ans.

L'entrée sur les marchés requiert discipline, État de droit, transparence et accès à l'information. Ces facteurs favorisent l'apparition d'une classe moyenne prospère qui est le fondement de toute démocratie stable. Les pays qui s'ouvrent à l'économie mondiale adoptent aussi la mondialisation, qui engendre la démocratisation et l'égalisation.

Il n'est qu'à comparer l'évolution de la Russie et celle de la Chine. Sous Mikhaïl Gorbatchev, l'Union soviétique a choisi la *glasnost* (ouverture) avant la *perestroïka*



© AP Images/Elizabeth Datzel

Le système économique chinois évolue rapidement. Le système politique va-t-il aussi changer?

(restructuration économique), ce qui a accéléré la chute du régime. Mais aujourd'hui, la Russie est devenue plus centralisée et les États-Unis sont inquiets de voir la démocratie y reculer.

La Chine a choisi la *perestroïka* en premier lieu. Depuis 1978, elle connaît une croissance économique étonnante. La classe moyenne augmente, l'Internet est en effervescence et les libertés sociales sont autorisées. Les voyages à l'étranger sont permis et les idées affluent avec les investissements étrangers directs. Je suis persuadée que le système politique va évoluer et s'adapter aux changements rapides du système économique : concurrence oblige. La démocratie chinoise ne ressemblera peut-être pas à la démocratie anglo-américaine, mais les élections, la liberté d'expression et la prise en compte des désirs populaires vont y arriver.

L'Inde est le seul pays d'Asie où la démocratie a précédé la libéralisation économique. Aujourd'hui, l'Inde ouvre ses marchés et participe pleinement à l'économie mondiale. Elle est en plein boom. Elle est peut-être le seul pays où la démocratie s'est implantée avant les marchés.

LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis et l'Europe s'efforcent de mettre en place un système commercial juste et ouvert, et un système monétaire stable. Des accords internationaux ont entraîné

une croissance énorme du commerce et de l'activité bancaire et financière dans le monde entier. Ils ont permis aux nouveaux États souverains indépendants de souscrire à ce système pour se développer et prospérer sans avoir à se lancer dans des conflits pour atteindre leurs objectifs économiques.

Parallèlement à l'ouverture des marchés et du commerce, les États-Unis ont pris la tête des efforts de promotion de la démocratie. Pour que les pays tentent et réussissent l'expérience de la démocratie, il faut que les marchés soient libres. Les États-Unis ont gardé leurs marchés ouverts pendant qu'ils exportaient leurs marchés de capitaux et leur technologie. En Asie, lorsque nous évoquons les États-Unis, nous pensons démocratie et marchés libres.

Depuis la guerre froide, les États-Unis et l'Europe avancent la cause de la démocratie et des droits de l'homme en même temps que la libéralisation économique dans les régimes autoritaires et totalitaires. C'était le consensus de Washington. En Asie, nous pensons que la promotion agressive de ce consensus a accéléré et contribué à l'explosion de la crise financière qui a frappé la région en 1997.

Je pense que les États-Unis s'intéressent toujours à la promotion de la démocratie mais, paradoxalement, ils deviennent plus protectionnistes. S'ils veulent que la démocratie fleurisse, ils ne peuvent pas fermer leurs marchés. Les nouvelles démocraties vont étouffer si elles ne peuvent pas se développer en renforçant leurs moyens de production et en suivant les règles du jeu établies au plan mondial.

Lorsque les étudiants chinois se sont soulevés contre les autorités sur la place Tiananmen, ils ont érigé une statue de la liberté comme symbole, parce que les États-Unis sont synonymes de liberté. C'est ce qu'ils exportent. Si les États-Unis devenaient protectionnistes, je me demande quel symbole les représenterait. Quel qu'il soit, ce ne peut pas être l'image que les États-Unis souhaitent offrir au monde. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Les racines du capitalisme moderne

Bruce Scott



© AP Images/Zbistaw Rowalewski

La levée des contrôles aux frontières, ici entre l'Allemagne et la Pologne, signale l'avènement de la liberté de mouvement, condition exigée par le capitalisme.

Capitalisme et démocratie n'ont pas fait simultanément leur apparition dans l'histoire, note Bruce Scott, et la question se pose de savoir, dit-il, s'ils pourront continuer de dominer les systèmes d'échanges commerciaux et de gouvernement du monde. M. Scott est professeur de gestion des affaires, titulaire de la chaire Paul Whiton à la Harvard Business School et auteur d'un ouvrage à paraître intitulé Capitalism, Democracy and Development (Capitalisme, démocratie et développement), qui sera publié cette année par Springer Verlag.

Au moins depuis 1835, date de la parution du remarquable ouvrage d'Alexis de Tocqueville De la démocratie en Amérique, les États-Unis sont connus pour leur mariage particulier du capitalisme et de la démocratie qui entraîne une décentralisation des pouvoirs décisionnels tant en économie qu'en politique.

Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la définition du capitalisme, celui-ci est devenu, depuis 1990, le système économique quasi universel, englobant la Chine et l'Inde,

Cuba et la Corée du Nord faisant figure d'exception.

La démocratie est encore plus difficile à définir et le nombre de démocraties dans le monde varie selon la définition retenue. Le politologue Robert Dahl, de l'université Yale, calcule que plus de la moitié des 200 pays membres des Nations unies, comptant peut-être les deux tiers de la population mondiale, peuvent être classés parmi les démocraties.

Ainsi donc, le capitalisme, bien que défini de manière peu précise, est parvenu à une domination quasi-totale de l'économie mondiale, et la démocratie est devenue la norme, encore que moins

dominante en fait: La Chine a bâti un système capitaliste remarquablement efficace, mais a conservé un régime politique autoritaire.

Nous devons définir le capitalisme et la démocratie avec plus de précision avant de pouvoir déterminer s'ils conserveront leur place dominante en tant que systèmes de commerce et de gouvernement. Il convient de noter en premier lieu qu'il existe diverses variétés de capitalisme, la variété américaine se distinguant, par exemple, de la variété européenne avec ses marchés plus strictement réglementés et ses salaires plus égalitaires.

En second lieu, les débats relatifs à la démocratie tendent à porter sur les mécanismes de participation du peuple, mais négligent la question de savoir si cette participation débouche sur de réels résultats démocratiques. Dans son discours prononcé à Gettysburg en 1863, le président Abraham Lincoln a dit de la guerre civile américaine qu'elle serait une épreuve qui déterminerait si « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » pouvait durer. Comme ses

propos l'impliquaient, le gouvernement par le peuple n'est pas automatiquement un gouvernement pour le peuple. Au moment où Lincoln s'exprimait ainsi, les États-Unis avaient déjà à leur actif près d'un siècle de gouvernement par le peuple, mais évitaient de regarder en face la question de l'esclavage, comme si les Noirs ne faisaient pas partie du peuple. Ils évitaient presque autant la question des droits politiques des femmes.

Par ailleurs, le modèle constitutionnel américain répartit la souveraineté entre trois pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – alors que la plupart des autres régimes démocratiques s'inspirent de l'exemple britannique et placent la souveraineté principalement entre les mains des élus populaires de la chambre basse du parlement.

DÉFINITION DU CAPITALISME

Les considérations qui suivent visent à donner une définition fonctionnelle du capitalisme, à montrer sa montée au fil de l'histoire et à déterminer un certain nombre de conditions favorables, voire essentielles, à l'instauration de la démocratie.

De nombreux économistes définissent le capitalisme plus ou moins comme un système de droits de propriété doublé d'un système de marchés pour la production et la consommation de biens et de services, régi, pour reprendre la célèbre métaphore d'Adam Smith, par la « main invisible » qui fixe les prix conformément au jeu de l'offre et de la demande.

Je préfère la définition du capitalisme de certains politologues, qui y voient un système de gouvernance ayant pour origine la permission donnée aux acteurs non étatiques d'exercer un pouvoir économique, conformément à un ensemble de règles et règlements. Selon cette définition, le capitalisme repose sur une délégation du pouvoir de l'État aux acteurs économiques et sur le pouvoir coercitif exercé par l'État pour concevoir, surveiller et en dernière analyse appliquer la réglementation du marché. Le mécanisme des prix joue dans le cadre d'un marché donné, la main visible du gouvernement agissant pour en assurer l'application et la mise à jour.

Si, pour être légitime, l'État doit rendre compte de ses actes, le capitalisme n'a pas besoin d'une instance gouvernementale démocratiquement élue pour se développer. Venise, qui est peut-être le premier exemple de l'histoire d'un capitalisme durable (datant au moins d'avant 1200), n'était pas une démocratie, mais essentiellement une monarchie constitutionnelle, les sept

îles qui la composaient ayant formé une union volontaire gouvernée par un doge élu.

Le capitalisme a fait son apparition bien avant les grands États démocratiques, et les politologues considèrent l'existence de processus décisionnels décentralisés dans le domaine économique comme une condition préalable de la décentralisation du pouvoir politique par la démocratie.

Bien que la démocratie au niveau de la cité semble dater de l'antiquité grecque et romaine, nous ne possédons pas d'exemple convaincant d'État démocratique avant les observations de Tocqueville sur l'Amérique, et cet exemple américain présente le seul cas, disent certains, où les deux systèmes du gouvernement démocratique et du capitalisme se sont développés conjointement, à partir d'environ 1630.

L'historien Fernand Braudel, qui situe les origines du capitalisme de 1400 à 1800, s'est déclaré incapable de le définir, mais a reconnu, chose importante, que c'était un système de relations économiques incompatible avec cet autre système de relations économiques qu'est le féodalisme. Le commerce des biens et des services existait déjà, certes, dans de nombreux contextes féodaux, notamment chez les Aztèques et les Incas, au Japon des shoguns, en Chine impériale, en Inde et dans l'Empire ottoman.

CESSION DU POUVOIR

Le capitalisme exige la liberté de mouvement et d'emploi de la main-d'œuvre et le droit d'acheter et de vendre la terre, ce qui n'est pas compatible avec le féodalisme. Il reconnaît le légitime rendement du capital sous la forme de paiement d'intérêts et accorde aux acteurs non étatiques le droit de mobiliser des capitaux par des moyens juridiques tels que les partenariats, les sociétés de capitaux et les sociétés par actions modernes. Ces libertés et ces droits impliquent bien entendu la fin du féodalisme, mais ils ne peuvent exister que si l'État souverain est disposé à céder ce pouvoir aux acteurs non étatiques.

Dans cette optique, il est clair que le capitalisme a émergé en Europe bien avant nulle part ailleurs, à l'exception des États-Unis où les colons européens ont amené avec eux de nombreuses idées et institutions.

Reste la question de savoir pourquoi le capitalisme a émergé en Europe, question à laquelle on ne saurait donner de réponse unique. On notera cependant que l'expérience européenne était caractérisée aux XVI^e et XVII^e siècles par un état de guerre continu. Ces affrontements



© AP Images/Howard Yanes

Manifestants de l'opposition menottés levant les mains au Vénézuéla, où la démocratie est en train de s'effriter.

politico-militaires ont fait peser de fortes pressions sur les entités politiques existantes en Europe, où l'on a estimé que leur nombre dépassait 500 en 1500 mais n'était plus que de 40 à la fin des guerres napoléoniennes et de 25 en 1940.

À l'instar de la concurrence économique d'aujourd'hui, les chances de survie des entités politiques étaient alors bien meilleures si elles disposaient de forces armées efficaces, et la taille de ces forces a augmenté dans des proportions considérables au cours des siècles. Pour survivre, les entités politiques avaient également besoin d'argent ou du moins de pouvoir d'emprunt. La décentralisation du pouvoir en faveur d'éventuels entrepreneurs et commerçants constituait une source potentielle de revenus pour les dirigeants disposés à tolérer cette décentralisation. Et les monarchies constitutionnelles, qui empruntaient avec le consentement du parlement, avaient des coûts d'emprunt bien moindres.

Les conditions préalables historiques du capitalisme semblent avoir été l'existence de menaces concurrentielles pesant sur la souveraineté et l'autonomie d'une part, et un gouvernement responsable de ses actes de l'autre. Ni l'une ni l'autre de ces conditions n'ont existé au Japon, en Chine, en Inde et dans l'Empire ottoman pendant des siècles.

Le terrain favorable à la naissance de la démocratie semblent inclure le contrôle des forces armées et de la police par les élus, un État ayant le monopole du pouvoir

coercitif, y inclus le pouvoir coercitif des tribunaux et le pouvoir d'assurer la sécurité des personnes et des biens, l'existence de marchés de production et de consommation, et l'acceptation des valeurs de l'Age des lumières, notamment de la notion que l'autorité politique ultime est conférée à des institutions issues des capacités rationnelles de l'humanité.

Un certain nombre de facteurs sont favorables au maintien de la démocratie, notamment l'accroissement des revenus, l'absence d'inégalités excessives en matière de répartition des richesses et du pouvoir, l'existence d'une classe moyenne forte et bien mobilisée, et un code de déontologie accepté, faisant la part

des intérêts individuels égoïstes et des devoirs du citoyen.

D'autres facteurs peuvent menacer la démocratie, l'un d'eux étant la présence d'importantes sources de revenus autres que le travail, telles que les rentes minières du pétrole dont le Nigéria et le Vénézuéla donnent des exemples. Les revenus de telles sources créent d'immenses richesses, débouchent sur le népotisme chez les dirigeants et, de là, sur l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire.

L'établissement des conditions favorables à la démocratie exige plusieurs décennies, et les départs prématurés n'ont pas nécessairement pour effet d'accélérer le processus, comme l'indiquent les exemples de la Bosnie, du Kosovo, de l'Irak, du Liban et de la Cisjordanie. Nombre de pays européens, tels que la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, étaient bien gouvernés longtemps avant de devenir des démocraties.

Les constitutions et les élections ne sont pas nécessairement constitutives de démocraties, comme le démontrent de nos jours le Nigéria, le Vénézuéla et le Zimbabwe. Les constitutions et les élections peuvent faire l'objet de manipulations de la part des dirigeants élus, et la concentration de l'attention sur l'établissement de ces aspects procéduraux du gouvernement par le peuple peut, en fait, retarder la mise en place d'un tel gouvernement, sans parler de la mise en place d'un gouvernement pour le peuple, qui présente des difficultés encore plus grandes. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Libéralisation économique sans démocratisation en Chine

Kellee Tsai



© AP Images

Les hommes d'affaires chinois ont amassé leur fortune sous la férule du parti communiste.

Il ne faut pas s'attendre dans un avenir proche à une démocratisation de la Chine, dit Kellee Tsai. D'après elle, au contraire, le boom économique et l'augmentation des revenus peuvent très bien renforcer le gouvernement communiste qui est doué d'une grande capacité d'adaptation. Mme Tsai est professeur de sciences politiques à l'université Johns Hopkins à Baltimore (Maryland).

En 1978, la Chine ne recueillait même pas de statistiques officielles sur les entreprises privées, étant donné que celles-ci étaient illégales et d'un nombre négligeable. Trois brèves décennies plus tard, le secteur privé est devenu le principal moteur de croissance de l'économie chinoise. La Chine compte, en 2008, plus de 34 millions d'entreprises privées qui emploient plus de 200 millions de personnes et qui génèrent 60 % du produit intérieur brut du pays.

Le rythme spectaculaire du développement du secteur privé a amené de nombreux observateurs à penser que la classe capitaliste naissante du pays exigerait la démocratie. Cette attente repose sur la supposition, logique, d'un futur renversement du gouvernement

autoritaire par une classe commerçante de plus en plus prospère, selon le principe qu'il ne saurait y avoir de « taxation sans représentation », ce qui reproduirait le modèle du développement de la démocratie en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Cependant, cette idée reçue d'une relation de cause à effet entre les libres marchés et la liberté politique cadre mal avec la situation actuelle en Chine. Les chefs d'entreprises privées n'agissent pas collectivement en faveur de l'instauration d'un régime démocratique et ceux qui s'obstinent à critiquer le parti communiste chinois sont censurés,

muselés ou exilés. Au lieu d'entraîner une libéralisation politique, l'expansion des forces du marché a renforcé la résistance et la durabilité du régime chinois en place.

DES CAPITALISTES DIVISÉS

Les propriétaires d'entreprises privées ne constituent pas en Chine une classe capitaliste homogène ayant des intérêts communs. Les vendeurs des rues et les restaurateurs n'ont pas les mêmes préoccupations que les magnats du secteur immobilier et les sociétés du Fortune 500. Les nouveaux millionnaires et milliardaires ont amassé leur fortune dans le contexte de l'actuel système politique. Les colporteurs et les propriétaires d'ateliers artisanaux sont trop occupés à travailler pour songer à ce qu'une transition politique vers la démocratie pourrait faire pour répondre à leurs doléances quotidiennes.

Même les capitalistes des échelons intermédiaires, dont on pourrait penser qu'ils s'intéresseraient à la participation politique pour assurer la primauté du droit et la protection des droits de propriété privée, n'ont pas de terrain commun. Les différences qui les divisent au

plan de l'identité sociale et politique empêchent toute action collective fondée sur la classe.

Étant donné la date relativement récente des réformes de libéralisation économique, le secteur privé chinois se compose de gens provenant d'horizons extrêmement divers. Certains hommes d'affaires sont d'anciens agriculteurs qui ont abandonné l'exploitation collective pour établir des entreprises commerciales dès les premiers stades des réformes. Certains sont d'anciens fonctionnaires de l'État qui se sont tournés vers le secteur privé à la suite de compressions de personnel ou d'un sous-emploi. D'autres encore sont des intellectuels marginalisés ou d'anciens bureaucrates désenchantés qui ont renoncé à la politique pour se procurer des moyens de vivre décents. Et un grand nombre d'entre eux sont des membres du parti communiste qui ont fait appel à leurs relations politiques pour obtenir un accès préférentiel au crédit bancaire, à la propriété foncière et aux autres avoirs de l'État.

De telles différences empêchent la formation d'une classe et d'une action collective fondée sur la classe. En fait, les chefs d'entreprises privées qui se considèrent comme des « capitalistes » sont très rares et ils préfèrent généralement se définir par leur ancienne profession.

LA CHINE FRAGMENTÉE

On pourrait faire valoir que la fragmentation de la classe capitaliste chinoise s'inscrit simplement dans le court terme. Il se pourrait que la prochaine génération d'hommes d'affaires acquière une cohésion plus grande en tant que classe, décide qu'un régime démocratique servirait mieux ses intérêts et s'unisse pour engager une transition démocratique. Un tel scénario, bien que plausible, reste toutefois peu convaincant.

Tout d'abord, les hommes d'affaires auprès desquels j'ai enquêté indiquent, pour la plupart, qu'ils souhaitent que leurs enfants, ou le plus souvent leur enfant unique, aient une meilleure éducation et choisissent une profession libérale ou administrative ou deviennent fonctionnaires de l'État, de préférence à la vie dure que mènent leurs parents. Dans la plupart des cas, les capitalistes d'aujourd'hui n'aspirent pas à une continuité générationnelle de leurs efforts commerciaux. Dans la mesure où les parents chefs d'entreprise obtiendront ce qu'ils souhaitent, les bénéficiaires privés ne constitueront qu'un moyen temporaire permettant d'opérer une transition qui mènera à des moyens d'existence plus respectables. Les entreprises privées actuelles qui seront transmises à la prochaine génération le seront en petite minorité, à en juger d'après la fréquence des changements intervenant dans les enregistrements, et il

est peu probable qu'elles s'uniront pour former une force politique favorable à la démocratie.

Les capitalistes actifs dans des secteurs comparables et à volume d'activité équivalent ont des doléances et des opinions politiques différentes en raison de variations locales de la réglementation régissant le secteur privé. De même que l'identité des entrepreneurs chinois varie considérablement selon leurs origines, les conditions effectives de la conduite des affaires présentent aussi des variations régionales.

Certaines localités sont connues pour offrir des conditions particulièrement favorables aux entreprises privées. Un exemple notoire est celui de Wenzhou dans la province côtière méridionale du Zhejiang. Bien avant la légalisation des entreprises privées par le gouvernement central, les autorités municipales de Wenzhou autorisaient déjà les agriculteurs paupérisés à établir des commerces de détail et de petites usines.

En revanche, d'autres localités ont exercé une discrimination systématique à l'égard des capitaux privés tout au long de la période de réforme. Les administrations locales des régions ayant hérité de vastes secteurs étatiques ou collectivistes de l'époque maoïste (1949-1976) se sont montrées peu disposées à accorder aux chefs d'entreprises l'accès aux ressources essentielles (telles que les prêts bancaires) dont ils avaient besoin pour exploiter leurs entreprises. De même, les localités qui ont bénéficié d'injections substantielles d'investissements étrangers directs continuent d'accorder aux investisseurs étrangers un traitement plus favorable qu'à leurs homologues nationaux.

Les capitalistes chinois doivent donc relever différents défis selon la région du pays où ils exercent leurs activités et leur influence sur la politique varie en conséquence. Les associations commerciales autonomes organisées de Wenzhou mènent de vigoureuses actions de plaidoyer au nom de leurs membres, alors que les associations commerciales d'autres localités sont dominées par le gouvernement et de moindre utilité pour les entrepreneurs. Dans ce sens, la fragmentation démographique interne des capitalistes se reflète dans les variations spatiales de l'activité économique privée. Si les hommes d'affaires mécontents d'une localité se montraient plus énergiques en politique, ils éprouveraient des difficultés à obtenir des appuis à l'échelle de l'ensemble de la nation en faveur de leurs revendications.

RÉPRESSION DE LA DISSIDENCE

Les chefs d'entreprises privées ne sont pas le seul segment de la société chinoise qui connaisse des



© AP Images/Greg Baker

Le parti communiste chinois s'est adapté aux réformes économiques et, jusqu'à présent, a prospéré dans ce nouveau contexte.

contraintes territoriales limitant une action politique organisée. Les agriculteurs, les ouvriers et les intellectuels qui souhaiteraient faire valoir leurs doléances font face à des difficultés analogues pour mobiliser un soutien interrégional.

Ces dernières années, le nombre de protestations et de manifestations de masse a augmenté considérablement : selon les statistiques officielles, il y a eu 58 000 manifestations en 2003, 74 000 en 2004 et 87 000 en 2005. Si la mobilité accrue de la population et l'expansion des nouvelles technologies de communication ont affaibli certains des obstacles s'opposant à l'organisation populaire avant les réformes, ces protestations sont restées circonscrites à certaines localités.

Le seul mouvement qui a présenté un défi potentiellement sérieux aux autorités est le Parti démocrate chinois (PDC) dont l'existence fut brève. En 1998, des comités locaux du PDC ont été créés dans 24 provinces et villes, mais les autorités ont réagi promptement et ont détenu, arrêté ou exilé les dirigeants,

ce qui a mis un terme aux efforts d'établissement d'un bureau central du PDC.

Ensuite, la répression des adeptes du Falun Gong en 1999-2000, la mise en quarantaine de citoyens lors de l'épidémie de SRAS en 2003 et la rapide répression des manifestations tibétaines en 2008 démontrent bien que Pékin est toujours capable de contrôler sa population en temps de crise.

RÉSILIENCE DU COMMUNISME

Les observateurs qui attendent une transition démocratique en Chine constatent que l'expansion des forces du marché a été accompagnée d'une multitude d'effets déstabilisateurs, notamment une augmentation évidente des inégalités de revenus et un accroissement des possibilités de corruption des autorités. Si la contestation s'intensifie, les capitalistes, classe porteuse de l'exigence démocratique, sont visiblement absents de ces bouffées de mécontentement. En outre, rares sont les manifestations qui visent à remettre directement en question le monopole du pouvoir politique détenu par le parti communiste chinois. La tentative d'établissement du PDC elle-même est passée par la voie hiérarchique officielle, se situant ainsi dans le cadre des règles du régime politique en place.

En définitive, les réformes axées sur le marché mises en œuvre sous le régime autoritaire chinois ont eu pour effet d'induire une hausse inattendue du taux de croissance économique, qui a profité à de larges segments de la société. Les bénéficiaires de ce modèle de développement capitaliste autoritaire sont peu enclins à revendiquer des réformes politiques qui risqueraient de déstabiliser la société et de mettre un terme à la croissance.

En outre, tout au long de ses 87 années d'existence, le parti communiste chinois a fait preuve d'une remarquable aptitude à se redéfinir et à se revigorer au moyen de réorientations radicales en matière d'idéologie, de composition de ses rangs et d'objectifs de politique générale. Jusqu'à présent, le recours à la libéralisation commerciale a constitué pour le parti une source de légitimité plutôt qu'un facteur de déclin. C'est pour ces raisons que la Chine contemporaine continue de faire exception au modèle communément répandu qui associe liberté économique et liberté politique. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Marchés libres et démocratie L'exemple cubain

Oscar Espinosa Chepe



En 1959, Fidel Castro a mis en place un régime répressif qui a mené Cuba à la catastrophe.

L'économiste dissident cubain Oscar Espinosa Chepe déclare que des décennies d'oppression par un gouvernement centralisé ont eu raison de l'économie cubaine. Sans liberté, les Cubains ne seront jamais en mesure d'être compétitifs dans une économie mondialisée.

Après près d'un demi-siècle de totalitarisme, la perte de liberté – et notamment la perte de la liberté de mouvement sur les marchés – a eu des effets dévastateurs sur tous les aspects de la société cubaine. Le processus qui a commencé en 1959 et a suscité de nombreuses illusions s'est, avec le temps, transformé en un système oppressif qui a arrêté la marche en avant du pays.

Sous le prétexte d'établir un système « de développement harmonieux et proportionnel », les rouages du libre-échange ont été remplacés par un mécanisme de

planification centralisée copié sur le modèle soviétique et fondé sur un volontarisme dur qui a créé de multiples distorsions et causé une perte énorme de ressources. Cet état de choses s'est poursuivi jusqu'à la fin des années 80, soutenu par des subventions colossales qui ont précipité la société cubaine dans la pire crise de son histoire et dont elle ne s'est toujours pas remise.

On peut se demander quelle a été la raison initiale du remplacement du libre marché indispensable à la distribution des

ressources par un système bureaucratique de planification centralisée et pourquoi ce système a perduré en dépit des échecs répétés de la centralisation. La raison est simple : ce système est basé sur les intérêts d'un groupe dont le seul objectif est de maintenir son pouvoir absolu sur la société cubaine. Pour cet objectif totalitaire, la rentabilité du système politique est évidente, quels que soient la misère, les retards et les dégradations qu'il cause.

LA PERTE DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

La même raison explique les confiscations massives de propriétés à Cuba – elles ont été beaucoup plus importantes que dans d'autres pays qui souffrent de systèmes centralisés – et les tentatives de supprimer toute trace de liberté économique. Cette stratégie avait pour but



Le Général Raúl Castro, qui a succédé à son frère, semble laisser entendre que des changements sont envisageables, au moins au niveau de l'économie cubaine.

d'arriver à un contrôle absolu de la population en transformant les citoyens en entités dépourvues de droits et entièrement tributaires de l'État tout puissant.

Les conséquences économiques, sociales, politiques, démographiques et environnementales ont été catastrophiques pour Cuba, pour ne rien dire des dommages causés aux valeurs spirituelles de la population, considérablement érodées par une crise dont elle ne peut entrevoir la fin. À cela, il faut aussi ajouter la dépendance extrêmement dangereuse vis-à-vis du Vénézuéla.

Au niveau économique, la décapitalisation humaine et matérielle a affecté toute la société. Autrefois pays agricole riche et autosuffisant, Cuba importe maintenant, selon les données officielles, 84 pour cent de ses besoins alimentaires de base – avant tout des États-Unis. Autrefois productrice de sucre, l'île en est maintenant importatrice. Ces perturbations s'inscrivent dans un environnement où plus de 50 % des terres arables sont à l'abandon et couvertes de broussailles. En même temps, du fait de la faiblesse des salaires – quelque 20 dollars par mois en moyenne – la population est poussée au crime pour survivre. En conséquence, les données des Nations Unies montrent que Cuba est le pays ayant la plus importante population carcérale au monde par rapport au nombre de ses habitants.

DES INDICES DE CHANGEMENT

Cuba est un triste exemple de ce qui se passe lorsqu'un pays est privé de liberté. Et il risque de reculer encore plus pendant que le reste du monde essaie de s'adapter à la mondialisation et à l'intégration des marchés. Ces forces créent d'énormes possibilités de développement, mais elles entraînent aussi une augmentation considérable de la compétitivité, domaine dans lequel l'efficacité, la productivité et la créativité jouent un rôle de plus en plus important. Or il est impossible de promouvoir ces valeurs dans une société dominée par la peur, où la liberté de réunion et la liberté d'expression sont interdites. Ceci empêche en effet tous les débats et échanges d'idées qui permettent d'identifier les meilleures voies vers le progrès.

La situation est tellement évidente que des voix, certes encore hésitantes et incohérentes, commencent à se faire entendre, au sein même du gouvernement, en faveur de transformations structurelles et de changements conceptuels, notamment dans l'économie. On commence à en discerner certains indices dans les discours du Général Raúl Castro qui, le 24 février 2008, est devenu président du Conseil d'État et président du Conseil des ministres.

Ces indices de changements marquent peut-être le début d'un processus de réformes qui pourrait, à terme, déboucher sur la liberté du peuple cubain. Si ces espoirs venaient à être frustrés, on risquerait l'instabilité sociale. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Démocratie, libre entreprise et confiance

William Reinsch



© AP Images/Alexander Zemlianichenko

Au fur et à mesure de l'érosion de la démocratie en Russie, la concurrence commerciale s'affaiblit dans certains secteurs.

D'après William Reinsch, le libre marché tend à favoriser l'instauration de la démocratie, alors que l'inverse n'est pas toujours vrai. M. Reinsch est président du Conseil national du commerce extérieur [National Foreign Trade Council] et membre de la Commission consultative États-Unis/Chine pour l'examen de l'économie et de la sécurité [advisory U.S.-China Economic and Security Review Commission].

Un tour d'horizon du monde actuel révèle que nombre des pays les plus prospères ont également un régime démocratique des plus dynamiques. Des pays tels que le Chili, l'Irlande et les États-Unis sont des démocraties vivantes possédant des marchés essentiellement libres. Par contre, la Birmanie et la Corée du Nord, par exemple, se caractérisent par la dictature et par une économie rigide ment planifiée.

Bien qu'il y ait des exceptions à toute règle, les libertés économiques et politiques tendent à aller de pair. Dans de nombreux pays, l'ouverture au monde est un

signe avant-coureur important de l'avènement de libertés tant économiques que politiques.

La participation à l'activité économique mondiale, en particulier, établit une base importante pour la démocratie. Les échanges commerciaux et la concurrence stimulent la croissance, qui accroît la richesse et développe la classe moyenne. Cette classe moyenne plus nombreuse, à son tour, exige davantage de son gouvernement qui ne peut plus se contenter de l'appui d'une élite qui lui est favorable. Simultanément, les activités commerciales mettent en évidence les inefficacités des entreprises gérées par l'État, aux effectifs surnuméraires, ce qui réduit les possibilités des dirigeants de distribuer emplois et faveurs à leurs partisans.

Le marasme économique, en revanche, contribue à l'instauration de situations dans lesquelles des démagogues peuvent devenir des dictateurs, comme l'histoire de l'entre-deux-guerres ne l'a illustré que trop clairement. Le président Harry Truman et le secrétaire



Électeurs faisant la queue dans un bureau de vote du Danemark, pays où le mélange entre libre marché et protections sociales est robuste.

© AP Images/John McComico

sociale pour soutenir les collectivités dans lesquelles elles sont implantées. Dans un certain nombre de cas, ces efforts ne sont pas liés immédiatement à une activité essentielle de l'entreprise, mais visent au contraire à une amélioration des institutions locales.

Il en est ainsi tout particulièrement en Afrique, où les multinationales ont établi des programmes de lutte contre le VIH/sida et de réinsertion des populations après un conflit, par exemple, et des institutions de microcrédit. General Electric, par exemple, a fait équipe avec l'économiste du développement Jeffrey Sachs pour construire une

d'État George Marshall l'avaient bien compris lorsqu'ils ont, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, formulé un plan de reconstruction de l'Europe. Comme l'a noté George Marshall, le redressement de l'économie permet l'instauration de conditions politiques et sociales dans lesquelles des institutions libres peuvent exister.

Au-delà de la prospérité, la participation accrue des entreprises internationales aux activités économiques peut également renforcer les idéaux démocratiques. C'est ainsi, par exemple, que dans de nombreux cas, ces entreprises se voient interdire par la loi de distribuer des pots-de-vin ou de se livrer à la corruption.

En outre, nombre d'entreprises multinationales se dotent volontairement de codes internes de déontologie ou souscrivent à des conventions de conduite citoyenne tels que les principes Sullivan ou le Pacte mondial des Nations unies. Plus ces entreprises se voient offrir la possibilité de participer à l'économie mondiale par le biais du commerce et de la concurrence, moins il est possible pour les bureaucrates ou les chefs de partis de se maintenir en poste ou d'influencer les rouages du gouvernement par des pratiques d'une moralité douteuse ou par la corruption.

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Il est également aujourd'hui un autre avantage politique important qui découle de la participation d'entreprises mondiales à l'économie locale. Beaucoup d'entre elles ont établi des programmes de responsabilité

série d'hôpitaux dans 10 pays d'Afrique, en ayant recours à des technologies et à des bénévoles de l'entreprise pour améliorer les prestations de soins médicaux en milieu rural. Ces projets contribuent à renforcer la société civile et encouragent l'établissement d'institutions libres.

De manière plus générale, la concurrence économique mondiale incite à une plus grande communication avec le monde, ce qui mène inéluctablement à des échanges d'information, d'idées et de valeurs démocratiques. Les présidents des États-Unis, de Franklin Roosevelt à John F. Kennedy en passant par Ronald Reagan, ont compris les avantages que l'on pouvait tirer des marchés libres et de la participation aux activités économiques pour promouvoir la démocratie à l'étranger.

Récemment aussi, les présidents Bill Clinton et George W. Bush ont convenu tous deux que l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce serait bonne pour la démocratie. « Quand les gens ont le pouvoir non seulement de rêver, mais aussi de réaliser leurs rêves, a dit M. Clinton, ils exigent d'avoir davantage voix au chapitre. » À quoi M. Bush a ajouté : « La liberté économique crée des habitudes de liberté » et, s'agissant de la Chine : « Ce ne sont pas nos produits alimentaires ni nos films, ni même nos avions, qui sont nos produits d'exportation les plus importants ; notre produit d'exportation le plus important est la liberté ».

Il n'y a pas si longtemps, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest exportaient les idéaux américains par le truchement de la musique rock, de la littérature et de la



Du fait de l'ouverture sur les marchés mondiaux, les Chinois peuvent aussi s'ouvrir aux idées nouvelles.

télévision, vers l'ex-Union soviétique. En 1987, Billy Joël s'est produit à Moscou et à Leningrad et a déclaré au peuple soviétique: « Ce qui se passe dans votre pays aujourd'hui ressemble beaucoup à ce qui s'est passé dans le mien dans les années 60. » La libéralisation actuelle des marchés élargit l'accès à Internet, aux téléphones portables et aux messages textes, ce qui accélère la diffusion de l'information, des rumeurs et des nouvelles selon des modalités difficiles à contrôler pleinement par le gouvernement, quel qu'il soit. La connexion au système mondial d'information et d'activité économique est une bonne chose pour la démocratie.

Mais la démocratie est-elle une bonne chose pour la libre entreprise?

Cette question est peut-être plus complexe, encore qu'une chose soit claire: les dictateurs donnent rarement leur adhésion au libre marché. La Birmanie, Cuba, la Libye, la Corée du Nord et le Zimbabwe sont, d'après l'*Index 2008 de la liberté économique* publié par le *Wall Street Journal* et la Heritage Foundation, les économies les moins libres du monde. Le type de concentration de l'autorité qui permet à ces régimes politiques de survivre encourage des systèmes économiques centralisés et rigides qui récompensent les loyaux partisans du régime au pouvoir et punit les autres.

La démocratie a incontestablement contribué à appuyer le développement du libre marché aux États-Unis et de par le monde. Depuis plus de 60 ans, les États-Unis contribuent à façonner et soutiennent un ordre économique mondial fondé sur le libre-échange et sur la

stabilité des marchés mondiaux. Durant cette même période, l'Europe a levé ses barrières commerciales et accru l'efficacité de son marché du travail dans la foulée de l'expansion de la démocratie sur ce continent.

MARCHÉ LIBRE ET STABILITÉ

On notera toutefois que des élections libres et régulières n'entraînent pas nécessairement l'instauration d'un régime de libre-échange. L'un des problèmes tient à ce qu'un nombre croissant de régimes autocratiques se font passer pour des démocraties, alors qu'un parti unique a pratiquement la main mise sur le gouvernement et l'économie et qu'il n'existe pas d'opposition capable de lui tenir tête. La Russie sous Vladimir

Poutine, ancien président et actuel premier ministre, est un exemple parfait de pays où la démocratie se désintègre. À mesure que M. Poutine a affirmé son contrôle sur le pays, Moscou a accru son emprise sur l'économie en étendant son influence sur les entreprises nationales telles que Gazprom et en se servant de sa puissance économique pour exercer une influence politique sur ses voisins et sur le monde entier.

Pour d'autres gouvernements démocratiques, ce sont les institutions et les moyens requis pour encourager le libre marché qui font défaut. Les jeunes gouvernements de l'Irak et des territoires palestiniens, par exemple, où la stabilité et la sécurité fondamentales sont problématiques, ne possèdent pas les structures de gouvernance et de sécurité qui leur permettraient de promouvoir efficacement l'économie de marché.

Même dans les démocraties plus fermement établies, les retours de manivelle contre le libre marché ne sont pas rares. En Amérique latine, plusieurs politiciens ont été élus ces dernières années par des mouvements populistes et, dans certains cas, socialistes. Aux États-Unis, les sondages indiquent un fléchissement de l'appui au libre marché, notamment du fait des questions que suscite la crise des prêts hypothécaires sur les conséquences d'un régime capitaliste débridé.

La démocratie semble particulièrement capable de renforcer l'économie de marché lorsqu'elle est dotée d'institutions locales solides et qu'elle jouit de la confiance du public. Le Danemark possède l'une des économies les plus ouvertes du monde et c'est une

démocratie modèle, mais il a également adopté un contrat social unique en son genre, dénommé « flexisécurité », qui a été mis au point et peaufiné durant plus d'un siècle, et qui est doté d'un budget généreux pour les programmes sociaux, la formation et diverse allocations.

Le résultat de ce compromis est que les Danois croient fermement en la valeur de la libre entreprise et du commerce mondial : les syndicats ouvriers eux-mêmes sont favorables à l'externalisation de certaines fonctions des entreprises. L'auteur Robert Kuttner, qui a analysé le compromis danois entre le libre marché et la stabilité sociale, estime que ce genre d'accommodement « doit être cultivé sur son propre terroir politique ».

Lorsqu'il s'agit de stimuler la croissance de la démocratie et la liberté économique, la clé consiste à appuyer les institutions locales sur lesquelles l'une et l'autre reposent.

Les États-Unis, leurs alliés et les institutions internationales devraient continuer d'encourager l'état de droit, l'indépendance et la transparence des appareils judiciaires, les apports d'investissements d'équipement et le respect des droits de l'homme et des obligations juridiques internationales, de manière à favoriser l'instauration et l'application de modalités opérationnelles équitables, humaines et transparentes de la part de tout gouvernement, quelle qu'en soit la structure.

Parallèlement, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les entreprises peuvent tous jouer un rôle dans le renforcement des institutions locales et des groupes de la société civile qui étayent la démocratie et favorisent le respect des libertés individuelles.

Nous devons nous engager vigoureusement dans le monde, au moyen de tous les outils dont nous disposons, et tout particulièrement par le commerce et la diplomatie. Nous pourrions alors, à cette condition, aider les populations du globe à accéder à une liberté, à une prospérité et à une sécurité accrues. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Économie de marché sans démocratie dans le Golfe

Jean-François Seznec



© AP Images

Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont des notes relativement bonnes du point de vue du libre marché, et relativement mauvaises en ce qui concerne les droits civils et politiques.

Selon Jean-François Seznec, les États du Golfe possèdent des marchés essentiellement libres, mais leurs élections, elles, ne le sont pas. Les dirigeants partagent les bénéfices de l'expansion économique, dit-il, mais pas le pouvoir politique. M. Seznec est professeur associé invité au Centre d'études arabes contemporaines de l'université de Georgetown à Washington.

L'économie de marché semble prospérer dans certains États non démocratiques, mais apparemment sans les faire progresser sur la voie de la démocratie. Considérons le cas des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie

saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Selon l'échelle de la liberté dans le monde conçue par Freedom House et graduée de 1 à 7, 1 indiquant la plus grande liberté, les pays du Golfe n'ont pas de très bonnes notes. L'Arabie saoudite obtient seulement 6,5 en raison des limites qu'elle impose aux droits civils et politiques. Le meilleur élève est le Koweït, avec 4, car il organise des élections législatives libres et reconnaît la liberté d'expression ; en revanche, la primauté de la famille royale n'est pas remise en question.

Pourtant, selon certaines mesures, les États du Golfe figurent parmi les marchés les plus libres du monde.



© AP Images/Kamran Jebreili

Le Centre financier international de Dubaï reflète l'ouverture des pays du Golfe aux investissements.

Tous les pays du Golfe sont des économies de marché. L'Arabie saoudite se classe en bonne place, au 23^e rang, sur la liste dressée par la Banque mondiale des pays où il est le plus facile de faire des affaires. Tous les pays du CCG sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le sultanat d'Oman et Bahreïn ont conclu des accords commerciaux avec les États-Unis. Les droits de douane sont peu élevés.

Aucun de ces pays ne perçoit d'impôt sur le revenu. La corruption liée aux transactions quotidiennes est minimale. Les banques et les institutions financières des pays du CCG sont des prêteurs sophistiqués. Il y a peu de limites imposées à la vente de marchandises, à l'exception des produits interdits pour des motifs religieux, notamment le porc et l'alcool.

Les États du Golfe ont également entrepris de moderniser leur structure économique et juridique afin d'attirer les investissements privés, tant intérieurs qu'extérieurs. Les sociétés étrangères peuvent aujourd'hui détenir l'intégralité du capital de leurs entreprises dans la

plupart des pays du CCG, rapatrier les bénéfices librement, procéder comme elles l'entendent à des cessions d'actifs et les impôts dont elles sont redevables sont relativement faibles.

Les pays du Golfe connaissent un boom économique remarquable. Leur sujétion aux hydrocarbures diminue et ils cherchent à tirer parti au maximum de leurs faibles coûts énergétiques, de leur abondance de capitaux et de leur emplacement stratégique. Ils produisent déjà quelque 12 % des produits chimiques et engrais du monde, et leur production de produits chimiques sophistiqués tels que les plastiques à base d'éthylène augmente. Grâce à une électricité peu coûteuse, ce sont déjà de grands producteurs d'aluminium et, avec le futur accès à la bauxite de l'Arabie saoudite, ils pourraient parvenir à 20 % de la production mondiale avant 2020.

LES LIMITES DES LIBRES MARCHÉS

L'adhésion au libre marché a, certes, des limites. Les contrats ne sont pas faciles à faire respecter en raison des différentes traditions juridiques et du nombre limité de juges connaissant les pratiques internationales.

Pour développer leur économie, les pays du Golfe investissent des centaines de milliards de dollars dans des projets d'infrastructure, construisant des villes industrielles, des réseaux ferroviaires, des installations portuaires et des aéroports.

La plupart des très grandes sociétés de produits chimiques et métallurgiques actives dans les pays du CCG sont des entreprises publiques, encore qu'elles soient gérées comme des grandes entreprises occidentales avec une ingérence minimale des pouvoirs publics. Le groupe SABIC, par exemple, a accès à des matières premières peu coûteuses et détient parmi les sociétés de produits chimiques le record mondial de la rentabilité et de la croissance. Il est en train de devenir également une extraordinaire puissance dans le domaine de la recherche et du développement et, comme le Saoudien Aramco, son homologue du secteur des hydrocarbures, forme et emploie des ressortissants saoudiens pour créer dans le royaume des industries fondées sur la connaissance.

Le succès des entreprises publiques a ses inconvénients. Leurs gestionnaires estiment qu'ils ne devraient pas être tenus de partager leurs matières premières à faible coût avec leurs concurrents locaux. Ainsi, si les très grandes entreprises publiques créent des emplois pour l'économie de marché privée, elles limitent également la croissance de leurs concurrentes du secteur privé.



Dubaï s'est inspiré du modèle occidental pour la construction, mais pas pour la démocratie.

© AP Images/Kamran Jebreili

ont donné une majorité absolue aux salafistes et, pour compenser les gains de ces derniers, rois et émirs du CCG ont institué des conseils consultatifs composés de technocrates qui donnent une apparence participative aux politiques économiques et aux lois non controversés.

L'absence d'indépendance du pouvoir judiciaire est un autre indice des limites du partage, lequel s'arrête à la richesse sans inclure le pouvoir politique. Les juges nommés par le gouvernement statuent en droit islamique familial et criminel, mais n'ont pas compétence en matière commerciale. Les Saoudiens ont établi un système juridique parallèle, dénommé Commission des griefs pour connaître des affaires commerciales.

Certes, certaines parties du CCG résistent aux libres marchés, notamment les manufacturiers et les commerçants traditionnels. Les salafistes militent également au nom du conservatisme religieux contre le libre marché, craignant qu'une économie ouverte n'encourage la large propagation d'une éducation et de comportements occidentaux.

PARTAGE DE LA RICHESSE, MAIS PAS DU POUVOIR

Afin de réaliser leurs ambitieux objectifs économiques, les gouvernements des pays du Golfe cherchent à partager la richesse, mais pas le pouvoir politique, avec leur population.

Les autorités saoudiennes l'ont fait par le biais du marché des valeurs mobilières. Nombre des 115 sociétés inscrites à la Bourse de Ryad sont contrôlées par l'État et elles dégagent généralement d'importants bénéfices ; ces sociétés peuvent céder jusqu'à 30 % de leur capital sous forme d'actions. Les Saoudiens qui investissent dans ces entreprises publiques, placement très sûr, touchent de forts dividendes et réalisent d'importants gains en capital. En outre, la Capital Markets Authority veille à ce que toutes les sociétés cotées agissent dans le respect des règlements et à ce que les petits investisseurs aient la possibilité d'acquérir leurs actions. Aujourd'hui, 50 % des Saoudiens possèdent des actions boursières et ont ainsi un intérêt dans le développement du Royaume.

Les gouvernements des pays du Golfe craignent, en revanche, qu'un partage du pouvoir politique avec leurs populations ne mette un terme abrupt au développement. Les quelques élections libres qui ont eu lieu dans la région

Et cependant, les puissants échappent au pouvoir des tribunaux. La Commission des griefs saoudienne ne statue pas sur les affaires impliquant les princes et les fonctionnaires du gouvernement, affaires qui sont rarement jugées au fond.

La croissance des libres marchés, à la fois facilitée et freinée par l'autocratie, n'a guère eu de répercussions au plan de la réforme politique dans les États du Golfe. Les économies de marché y sont maintenues par l'exercice du pouvoir politique discrétionnaire des dirigeants. Même à Dubaï, centre d'affaires de la région, la parole de l'émir a force de loi.

Le régime politique des pays du Golfe n'est pas celui d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, mais du gouvernement d'une minorité pour le bénéfice de la majorité. Nous sommes loin ici des accomplissements des démocraties occidentales, mais ce sont des accomplissements du cru.

La démocratie n'est pas un régime que l'on peut imposer de l'extérieur. Les changements économiques en cours dans le Golfe peuvent donner à penser que les dirigeants autoriseront, au fil du temps, non seulement une liberté des marchés, mais aussi des libertés politiques sous forme de partis politiques, de liberté d'expression et d'indépendance d'un pouvoir judiciaire éduqué. La promotion de la participation et des réformes économiques pourra peut-être, à terme, favoriser aussi la démocratie. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Démocratie et capitalisme Séparation des deux jumeaux

Ivan Krastev

Selon Ivan Krastev, on craignait que l'Europe centrale embrasse la démocratie et rejette l'économie de marché. On constate à présent qu'elle a accepté le libre marché, mais que la démocratie la satisfait de moins en moins. M. Krastev est président du Centre for Liberal Strategies de Sofia (Bulgarie).

Les historiens d'aujourd'hui sont tentés de réécrire l'histoire des transitions postcommunistes d'Europe centrale et orientale pour la présenter comme l'irrésistible attraction s'exerçant entre la démocratie et le capitalisme. Mais il y a 20 ans, nombreux étaient ceux qui craignaient un scénario catastrophe.

Si les politologues avaient tendance à convenir que la démocratie et le capitalisme étaient des partenaires tout naturels et que le libre marché et la concurrence se renforçaient mutuellement dans le long terme, on craignait que les réformes politiques et économiques nécessaires pour transformer les sociétés de l'Europe orientale ne se bloquent les unes les autres.

Comment pouvait-on donner aux gens le pouvoir de faire ce qu'ils voulaient et s'attendre ensuite à ce qu'ils choisissent des politiques qui mèneraient initialement à une hausse des prix, à un accroissement du chômage et à un creusement des inégalités sociales ? Tel était le dilemme des transitions postcommunistes.

Selon le sociologue allemand Claus Offe, « l'économie de marché ne peut démarrer que dans un contexte pré-démocratique ». Et le politologue polonais renommé et militant de Solidarno , Jadwiga Staniskis, était convaincu que « tant que les fondations économiques d'une authentique société civile font défaut, la mobilisation massive de la population n'est possible que sur des axes nationalistes ou fondamentalistes ».

En résumé donc, l'Europe centrale paraissait condamnée à choisir entre le socialisme de marché et le capitalisme autoritaire. Heureusement cependant, ce qui ne marche pas en théorie fonctionne parfois fort bien dans la pratique.

L'Europe centrale et orientale a réussi la transition qui l'a menée simultanément à l'économie de marché et à la



© AP Images/Vadim Ghirda

En Roumanie et ailleurs en Europe dans les anciens pays communistes, les électeurs ont adopté le libre marché, mais ils se montrent impatients à l'égard de la politique.

démocratie, succès rendu possible par un amalgame magique d'idées, d'émotions, de conjonctures et de dirigeants.

ACCEPTATION DES CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES

L'héritage du communisme a été l'allié naturel des réformateurs dans la transformation des sociétés d'Europe centrale. Les gens se sont montrés patients et ont adopté les réformes parce qu'ils étaient impatients de rompre avec le communisme. Le début des années 1990 a été une époque surréaliste où l'on a vu les syndicats du travail prôner la contraction de l'emploi et où les anciens partis communistes étaient déterminés à privatiser l'économie.

La colère dirigée contre le capitalisme n'était pas

accompagnée d'un parti ni même d'un langage politique capable de mobiliser les perdants de la transition. Le communisme avait érodé la capacité des classes sociales d'agir collectivement. Toute critique du marché était attribuée à une nostalgie du communisme. Les contre-élites anticommunistes, en raison de leur idéologie, et les élites ex-communistes, en raison de leurs intérêts, étaient toutes deux favorables aux changements économiques.

L'aspiration populaire à un « retour dans l'Europe », renforcée par l'attraction qu'exerçaient l'Union européenne et l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord), a permis aux sociétés de concilier les instincts de redistribution de la démocratie et la nécessité d'adopter une vision à long terme et de faire preuve de patience en tant que conditions préalables de la réussite économique. Les choses se sont passées différemment selon les pays, mais l'intégration euro-atlantique a assuré la poursuite des réformes économiques et protégé des retours de flamme politiques.

Le succès des transitions postcommunistes a amené une nouvelle génération de politologues à réévaluer la probabilité d'une émergence simultanée de la démocratie et du capitalisme. Ce qui avait été perçu comme un coup de chance historique a alors été érigé au rang de loi naturelle. Démocratie et capitalisme n'étaient plus considérés comme un heureux ménage, mais comme des jumeaux identiques.

SCEPTICISME ENVERS LA DÉMOCRATIE

On a alors voulu ignorer les tensions entre la démocratie et le capitalisme. Mais il suffit de regarder l'expérience de pays tels que la Russie, la Chine ou le Vénézuéla pour douter de la tendance naturelle du capitalisme à mener à la démocratie et de la tendance naturelle de la démocratie à soutenir le capitalisme.

L'expérience de l'Europe centrale doit également, dans une certaine mesure, être repensée. Un an après l'adhésion des nouvelles démocraties de la région à l'Union européenne, on a assisté à une montée du populisme et du nationalisme avec tous les remous que cela comporte. Le mécontentement à l'égard de la démocratie augmente et, d'après le sondage mondial Voice of the People 2006, contrairement à toutes les attentes, l'Europe centrale est la région du monde où les gens se montrent les plus sceptiques quant aux mérites de la démocratie.

Dans toute la région, le public se méfie des politiciens et des partis politiques. La classe politique est perçue comme corrompue et égoïste. La transition qui a été une réussite retentissante pour l'Europe centrale a aussi abouti



© AP Images

Les membres des syndicats, tels que ces ouvriers polonais, se considèrent comme les perdants de la transition postcommuniste.

à une rapide stratification sociale, dont beaucoup souffrent actuellement alors qu'en bénéficient quelques heureux privilégiés.

De nombreuses vies ont été détruites et de nombreux espoirs trahis au cours du processus de transition. Le fait que les principaux gagnants de la transition aient été les gens éduqués et les membres de l'ancien régime bénéficiant de relations n'a pas contribué à rendre l'évolution acceptable. Les démocraties postcommunistes sont aujourd'hui perçues comme le triomphe non pas de l'égalitarisme, mais de l'anti-égalitarisme des élites communistes d'une part et des élites anticommunistes d'autre part.

Les contraintes extérieures imposées à l'accession des pays à l'Union européenne ont été essentielles pour assurer le succès des réformes, mais elles ont contribué à ancrer l'idée qu'ils étaient des démocraties sans choix réels.

Il y a 20 ans, les théoriciens craignaient que les jeunes démocraties ne prennent pas goût au capitalisme. Ce que nous constatons à présent, c'est que la plupart des populations d'Europe centrale font davantage confiance aux forces du marché qu'aux urnes. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Les effets des conflits ethniques

Doh Shin et Christopher Raymond



© AP Images/Bernat Armangue

La violence a éclaté au Kenya, pays démocratique déchiré par les tensions ethniques.

Les recherches montrent que les réformes politiques et économiques réduisent les conflits ethniques, même dans les pays où un groupe ethnique minoritaire domine l'économie, affirment Doh Shin et Christopher Raymond. M. Shin est professeur de sciences politiques et M. Raymond est assistant d'enseignement à l'université du Missouri de Columbia.

Au début de l'année 2007, le Kenya était considéré comme l'une des démocraties les plus accomplies de l'Afrique; à la fin de l'année, il était en proie au chaos. Des violences ethniques ont éclaté dans le pays après que le président sortant Muwai Kibaki eut été déclaré vainqueur de l'élection fortement disputée du 27 décembre 2007.

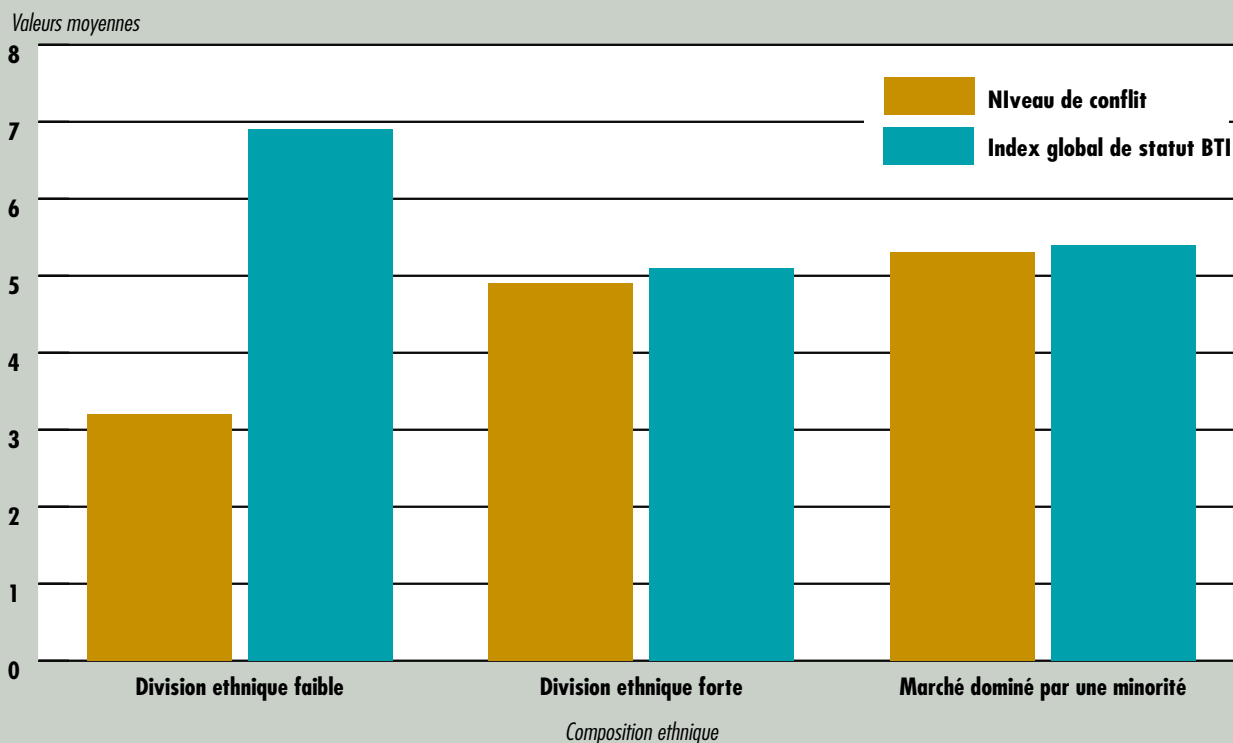
Les Luos, groupe ethnique accordant son appui au candidat perdant Raila Odinga, conçoivent de longue date un vif ressentiment à l'égard des Kikuyus, groupe ethnique

du président Kibaki. De nombreux Luos ont accusé celui-ci et les Kikuyus de fraude électorale et, dans les mois qui ont suivi l'élection, leurs violentes manifestations ont fait jusqu'à 1 500 morts et déplacé 250 000 personnes.

Cette explosion de violence ethnique, survenue au lendemain d'une élection libre et régulière organisée dans l'une des démocraties les plus stables d'Afrique, a relancé le débat sur la question de savoir si les pays en développement doivent rechercher à établir simultanément la démocratie et le capitalisme.

Pendant des décennies, on a considéré que la démocratie et le libre marché fonctionnaient ensemble pour promouvoir la prospérité économique et pour accroître la qualité de vie de la population. Une étude au moins avait fait valoir que l'amalgame de l'économie de marché et de la démocratie dans les pays où une minorité ethnique domine l'économie pouvait produire un mélange détonant, du fait

Tableau 1 : Niveaux de conflit et de réformes politiques et économiques, par groupe ethnique



que les libres marchés et la démocratie favorisent souvent différents groupes ethniques, ceux-là favorisant une minorité et celle-ci la majorité.

Dans les pays tels que l'Indonésie et le Zimbabwe, par exemple, où une petite minorité ethnique domine le marché et contrôle une quantité disproportionnée de ressources économiques, l'établissement de la démocratie et l'octroi du droit d'expression à la majorité précédemment muselée peuvent inciter à l'expression d'une haine ethnique et d'un ressentiment à l'égard des nantis. L'explosion de violence ethnique qui s'ensuit a pour effet à son tour, sinon d'enrayer, du moins de freiner le développement de la démocratie et du capitalisme.

CONCEPTION D'UNE EXPÉRIENCE

Nous avons décidé de vérifier la validité de l'affirmation selon laquelle les tentatives d'établissement d'une démocratie capitaliste dans une société ethniquement divisée, en particulier en présence d'un marché dominé par une minorité, sont appelées à échouer du fait de la violence politique qui se déclenche.

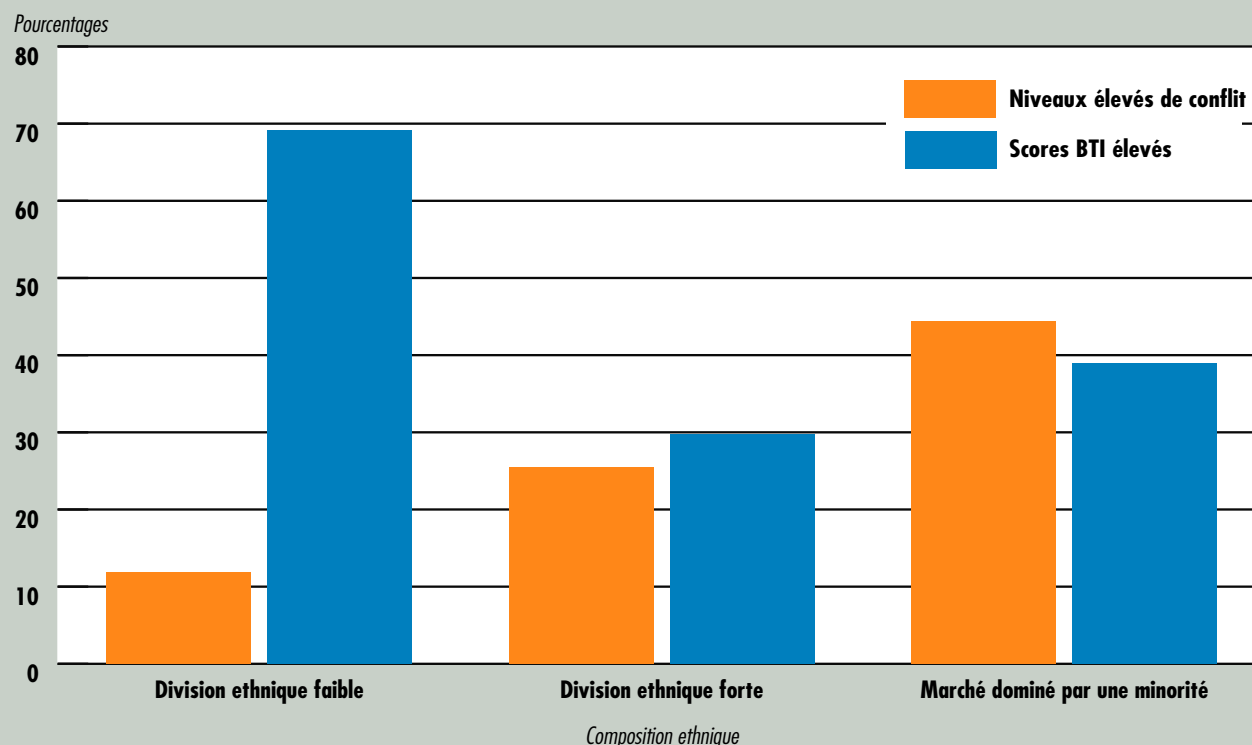
Nous avons retenu pour nos expériences deux ensembles de données multinationales. D'après les

données relatives à la diversité ethnique recueillies par l'économiste de Harvard Alberto Alesina et ses collègues, nous avons réparti 125 pays, tous situés à des niveaux divers de transition politique et économique, en trois catégories selon leur composition ethnique. Ces trois catégories sont les suivantes : 1) pays où il n'existe pas de minorité dominant le marché et qui sont relativement homogènes (42) ; 2) pays où il n'existe pas de minorité dominant le marché, mais où règne une forte division ethnique (47) ; 3) tous les pays où une minorité domine le marché (36).

D'après les données de l'index Bertelsmann de transformation (BTI), nous avons comparé l'intensité des conflits dans les pays et leur niveau de réalisation en matière de réformes démocratiques et économiques. Le BTI mesure le statut politique et économique de 125 pays en développement et en transition sur une échelle de 11 points allant de 0 à 10. Pour faciliter l'interprétation, nous avons groupé les scores en deux groupes, bas (de 0 à 5) et élevé (de 6 à 10), et nous avons calculé le pourcentage des pays appartenant à chaque groupe.

Le tableau 1 indique les niveaux moyens de conflit social dans chacune des trois catégories de pays selon leur composition ethnique. Les niveaux de conflit sont les plus

Tableau 2 : Pourcentage de sociétés à niveau élevé de conflit social et de réforme, par composition ethnique



élevés (5,3) dans les pays où une minorité domine le marché. Viennent ensuite les pays à forte division ethnique (4,9) et les pays à faible division ethnique (3,2).

Comme l'indique le tableau 2, il existe un niveau de conflit élevé dans 44 % des pays où une minorité domine le marché (BTI de 6 ou plus), dans 26 % des pays à forte division ethnique et dans 12 % des pays à faible division ethnique. Les pays où une minorité domine le marché ont un niveau de conflit social ou de violence considérablement plus élevé que les autres pays.

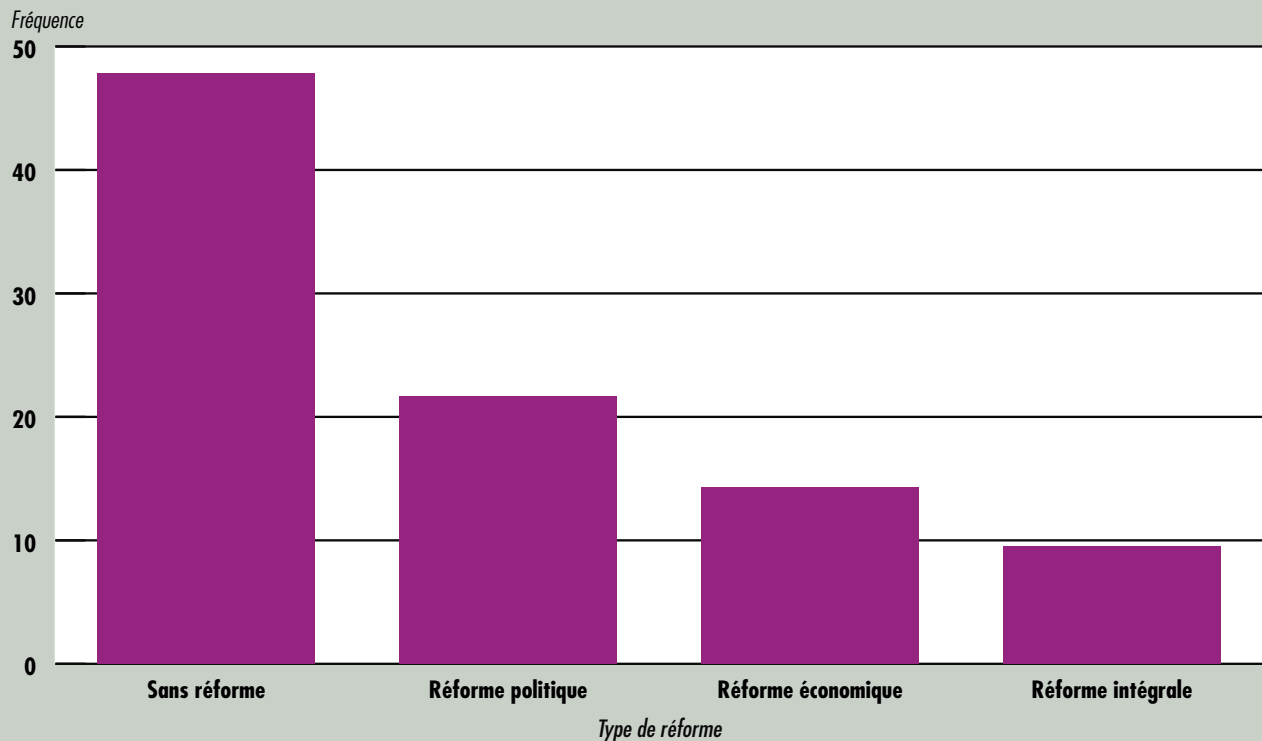
Le premier tableau indique également les niveaux moyens de réformes politiques et de libéralisation économique mises en œuvre dans les trois catégories de pays. Ce sont les pays relativement homogènes qui enregistrent le plus haut niveau de réformes politiques et économiques combinées (6,9); ils sont suivis par les pays où une minorité domine le marché (5,4) et par les pays à forte division ethnique (5,1). Parviennent à un niveau élevé de réformes politiques et économiques (BTI de 6 ou mieux) 69 % des pays à faible division ethnique, 39 % des pays ayant une minorité dominante du marché et 30 % des pays à forte division ethnique (voir tableau 2).

LES CONCLUSIONS

Il ressort de cette étude que le niveau élevé de conflit social et de violence dans les sociétés ethniquement divisées fait obstacle à la mise en œuvre de réformes politiques et économiques. Toutefois, contrairement aux conclusions d'autres recherches, l'existence dans ces sociétés de minorités disproportionnellement riches ne vient pas nécessairement ajouter de difficultés supplémentaires à la mise en œuvre des réformes.

En quoi la mise en œuvre de réformes politiques et la libéralisation des marchés affectent-elles les conflits ethniques? Pour examiner cette question, nous avons réparti les 125 pays en transition en quatre groupes, selon que leur niveau de réalisations était élevé dans chacun de ces domaines, dans l'un ou dans l'autre, ou dans les deux à la fois. On distingue ainsi quatre types de pays: pays sans réformes (32), pays à réformes économiques (17), pays à réformes politiques (13) et pays à réformes politiques et économiques (63). Le quatrième modèle est celui des pays qui ont appliqué en parallèle des réformes démocratiques et économiques. D'après un autre chercheur, ce sont aussi les pays où la probabilité d'affrontements violents entre les groupes ethniques

Tableau 3 : Incidence de conflits sociaux de forte intensité par modèle de réformes démocratiques et économiques



divisés selon des lignes économiques est la plus forte.

Le tableau 3 montre, pour chaque cas, les pourcentages de pays à niveau de conflit social élevé. Contrairement à ce que laissent attendre d'autres recherches, l'incidence des conflits sociaux est la plus faible (10 %) parmi les pays ayant mené à bien les deux types de réformes en parallèlement et la plus forte (48 %) parmi ceux qui n'ont procédé à aucune réforme. Entre ces deux extrêmes se situent les pays qui ont mis en œuvre l'un ou l'autre type de réformes, 22 % des pays politiquement réformés et 14 % des pays économiquement réformés connaissant un niveau élevé de conflit social.

Ces résultats indiquent qu'au fur et à mesure que les pays transforment leurs systèmes politique et économique en des démocraties capitalistes, ils réduisent également leurs risques de conflit social. Cette conclusion vaut également pour les pays où une minorité domine le marché.

Il ressort de notre analyse simple que les divisions ethniques favorisent effectivement les conflits sociaux et la violence et qu'elles peuvent donc faire obstacle aux réformes politiques et économiques. La réussite des réformes, toutefois, constitue un moyen efficace de réduction des conflits sociaux et d'amélioration de la qualité de vie des populations, même dans les pays où le marché est dominé par une minorité. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Démocratie et développement économique

Le rejet des extrêmes

Daniel Kaufmann



Les navires pirates du XVIII^e siècle étaient plus démocratiques et plus efficaces que les bâtiments de la marine marchande et de la marine de guerre de l'époque.

À long terme, dans les régimes démocratiques, la liberté d'expression et la liberté de la presse, ajoutées à l'obligation de rendre des comptes, ont des effets positifs sur le développement économique, dit Daniel Kaufmann, directeur du programme Gouvernance à l'Institut de la Banque mondiale.

Le développement économique est-il impossible sans la démocratie ? Il est facile d'affirmer résolument que la démocratie est une condition préalable fondamentale d'une économie de marché efficiente et de la croissance économique. Ou de dire que certains régimes démocratiques, tels que nous les connaissons dans le monde occidental industrialisé, offrent la seule façon de promouvoir le développement économique dans les autres régions du globe.

Mais ces affirmations sont-elles de nature dogmatique ou reposent-elles sur des faits solides ? L'analyse des preuves empiriques débouche, malheureusement, sur une réponse complexe. Il ne s'agit pas ici d'expérimentation dans le domaine des sciences exactes, mais d'une question nuancée relevant des sciences sociales et politiques.

AMBIGUÏTÉ DES FAITS

Les effets à court terme de la démocratie sur la croissance sont ambigus.

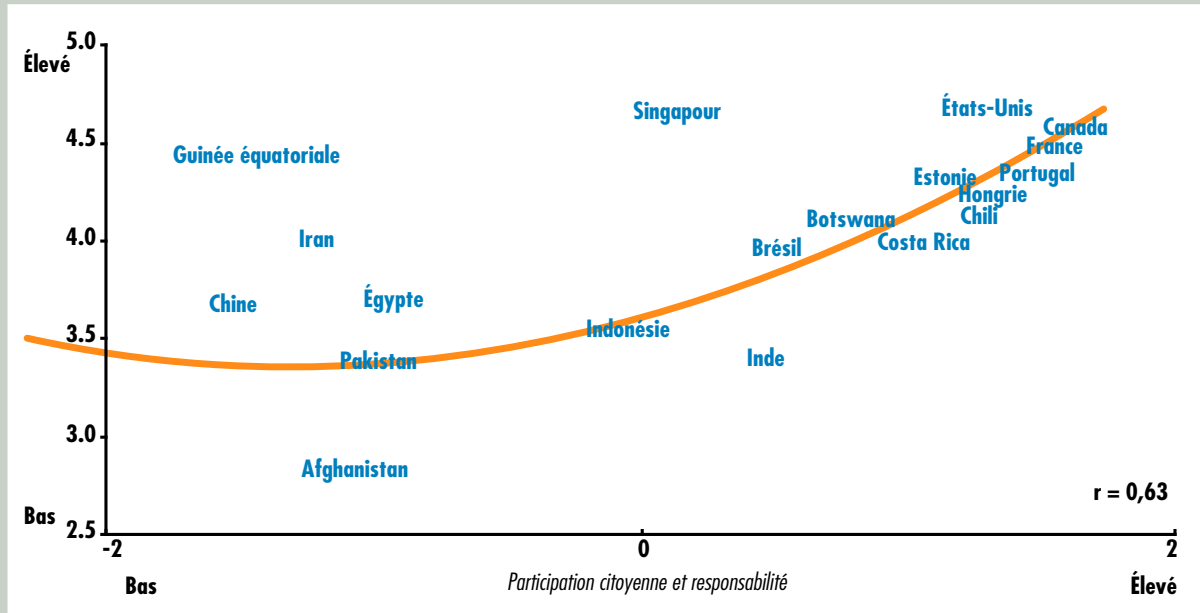
Plus d'une dizaine d'études sérieuses ont été consacrées aux effets de la démocratie sur la croissance économique et le tableau qu'elles brossent est clairement mitigé. Sur la base de vastes échantillons choisis dans plusieurs pays, un certain nombre d'études ont conclu qu'en moyenne, la démocratie n'avait pas d'effets majeurs sur la croissance.

Une autre étude, toutefois, qui n'a, elle non plus, guère trouvé de preuves directes d'un effet de la démocratisation sur les taux de croissance, met en revanche en évidence certains effets indirects potentiellement importants : la démocratie peut être associée à des niveaux supérieurs de formation de capital humain, de stabilité macroéconomique et politique et de libéralisation des marchés. Ces

Walt Disney Pictures

Premier graphique : Participation citoyenne et responsabilité par rapport au revenu par habitant

Revenu par habitant (ppa)



Sources : IDM 2007 et « Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006 » par D. Kaufmann, A. Kraay et M. Mastruzzi, juillet 2007

www.govindicators.org

facteurs peuvent, à leur tour, se traduire par des taux de croissance plus élevés.

D'autres chercheurs ont trouvé des preuves d'une corrélation entre la démocratisation dans les régimes politiques fortement répressifs et la hausse des taux de croissance. Toutefois, au-delà d'un certain niveau de libéralisation politique, disent-ils, les réformes démocratiques supplémentaires ne continuent pas d'induire d'autres augmentations des taux de croissance. Au contraire, selon ces recherches, il peut se produire un ralentissement de la croissance aux stades intermédiaires de la libéralisation politique. Mais par ailleurs, une autre étude récente indique que la transition vers la démocratie n'est pas associée à des taux de croissance inférieurs.

Pour résumer, d'après ces études, il n'existe pas de lien de causalité linéaire et clair entre démocratie et croissance. Mais il n'existe pas non plus de base solide qui permettrait de conclure que la libéralisation politique mènerait à un ralentissement de la croissance.

COURT TERME ET LONG TERME

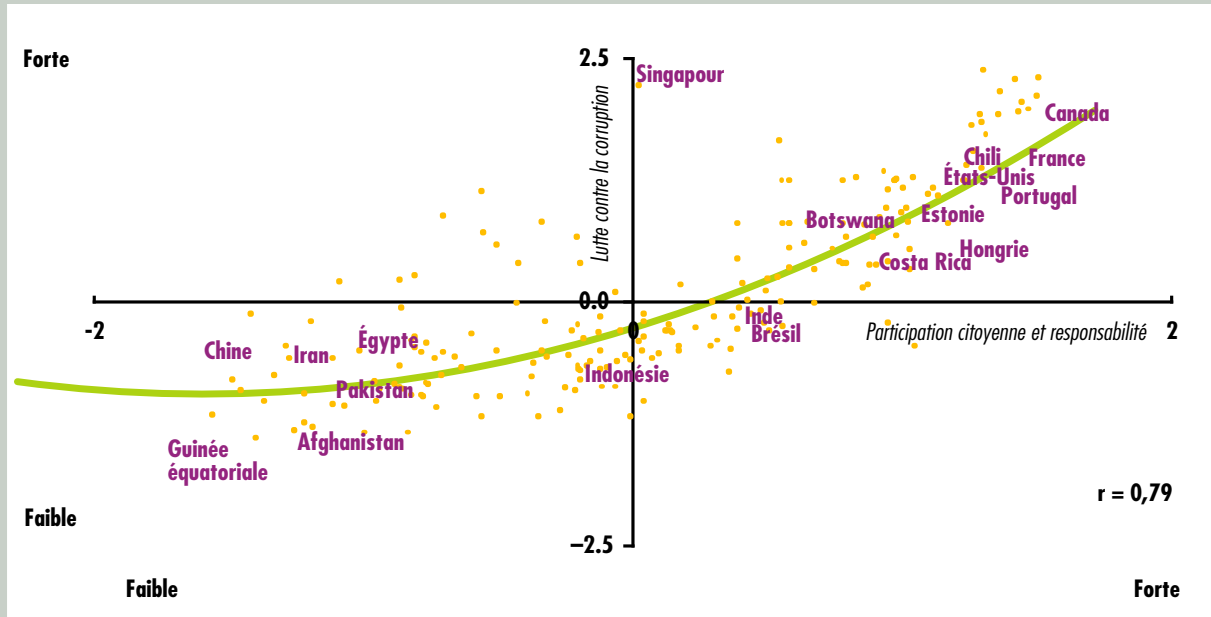
Ces études portent généralement sur les tendances à court terme. Par ailleurs, il convient également de se

rappeler d'un fait fondamental des tendances en matière de développement : quel que soit le type de régime politique, il faut s'attendre à une croissance économique plus rapide dans les pays à faible revenu que dans les pays industrialisés. Cela provient de ce que les pays pauvres ont la possibilité de rattraper leur retard en appliquant des technologies existantes qu'emploient déjà les pays avancés pour accroître leur productivité. En moyenne, les pays en développement ont des taux de croissance plus élevés que les pays riches, comme l'illustre, par exemple, une comparaison entre la Chine ou l'Inde avec les États-Unis ou l'Allemagne.

Le ralentissement de la croissance observé au cours du processus de libéralisation politique peut être attribuable en partie à une réduction progressive des possibilités de rattrapage technologique dans un contexte de plus en plus fortement industrialisé, et non à l'influence du régime politique lui-même. En tout état de cause, il ne semble pas y avoir de corrélation positive convaincante entre démocratie et croissance dans le court terme.

Il en va autrement si l'on envisage la situation dans le long terme et en adoptant une vision plus large de la démocratie.

Deuxième graphique : Lutte contre la corruption et participation citoyenne et responsabilité



Sources : IDM 2007 et « Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006 » par D. Kaufmann, A. Kraay et M. Mastruzzi, juillet 2007

www.govindicators.org

Le problème peut en effet provenir en partie d'une vision trop étroite de la démocratie où celle-ci est réduite à un régime qui tient des élections et qui compte plusieurs partis politiques. Nombre de pays qui faisaient l'économie des élections il y a 20 ans en organisent aujourd'hui et, bien que de mauvais gré parfois, ils autorisent généralement les activités de plusieurs partis politiques.

Reste certes à déterminer la mesure dans laquelle ces élections sont « libres et régulières ». Et au vu des récents incidents de parcours au Kenya et au Zimbabwe, par exemple, il serait sans doute bon de parler d'élections « propres, libres et régulières », pour faire référence de manière plus explicite aux problèmes de corruption, d'achat des votes, de fraude électorale pure et simple et d'autres atteintes à l'intégrité du processus électoral, dont la notion d'élections « régulières » ne rend compte que partiellement. De même, étant donné la domination exercée par la machinerie politique et de financement des pouvoirs publics de certains pays, la présence de plusieurs partis ne suffit pas à garantir une authentique concurrence politique.

Elle n'est pas non plus nécessairement garante de la liberté d'expression. En fait, d'après Freedom House, le

nombre de pays classés parmi les démocraties est passé de 75 (46 % de l'échantillon mondial total) en 1990 à 123 (64 %) en 2006. Cette même organisation signale aussi qu'il n'y a pas eu sur le plan mondial de 1995 à aujourd'hui, en moyenne, d'amélioration significative de la liberté de la presse. Les données de 2007 indiquent que 37 % des pays seulement (et 27 % des pays en développement) jouissent d'une entière liberté de la presse. Et toujours d'après Freedom House, dans bien plus de 40 % des démocraties du monde (et dans près de la moitié des pays en développement démocratiques), la presse n'est pas libre.

LA QUESTION DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

En outre, les définitions étroites de la démocratie ne tiennent pas compte de la notion, plus large, de « voix citoyenne », par laquelle on entend la liberté d'expression et la participation des citoyens à la vie politique, ni de celle de la nécessité pour l'État de rendre des comptes. Dans nos travaux de mesure de la gouvernance (calcul des Indicateurs de gouvernance dans le monde – IGM), l'un des six indicateurs que nous employons, celui de la participation citoyenne et de la responsabilité

démocratique, repose sur cette large définition. Nos recherches, ainsi que celles de divers universitaires, laissent à penser qu'il existe un lien de causalité important entre l'amélioration de la gouvernance et l'accroissement des revenus.

Le premier graphique illustre la relation entre la participation citoyenne et la responsabilité démocratique d'une part et le revenu par habitant dans le monde d'autre part. Contrairement aux conclusions des études à court terme citées plus haut, cette relation peut s'interpréter comme étant une tendance à long terme. Les faits indiquent que si la relation à court terme entre la démocratie formelle et la croissance économique n'est peut-être pas très claire, il existe dans le long terme un lien robuste entre la participation citoyenne et la responsabilité démocratique, largement définies, d'une part, et le développement économique d'autre part.

On peut également considérer, de manière plus spéculative, qu'un important mécanisme par lequel la participation citoyenne peut favoriser le développement économique est celui de la lutte contre la corruption : une liberté d'expression, une transparence et une concurrence politique plus grandes sont autant de facteurs qui peuvent s'opposer à la corruption systémique. Et l'importance de la lutte contre la corruption pour le développement économique n'est plus à démontrer. La relation particulière entre participation citoyenne et lutte contre la corruption est illustrée dans le deuxième graphique.

Mais ces deux graphiques montrent aussi qu'aucune de ces relations n'est absolue. Il existe des exceptions (aberrations) telles que Singapour, dans le deuxième graphique. À l'évidence, Singapour, ville-État qui a de très bonnes notes dans les domaines clés de la gouvernance autres que la participation citoyenne, est un cas particulier qui se prête mal à une reproduction dans les pays de plus grande superficie.

LES NAVIRES PIRATES

L'analyse de ces types de relations dans le domaine des sciences sociales exige d'avantage que l'examen d'importants ensembles de données concernant divers États. Il est également essentiel de se pencher sur les études de cas détaillées de divers pays.

Il y a plus d'une décennie, nous avons effectué des recherches sur les déterminants du succès des projets d'investissement financés par la Banque mondiale dans les pays en développement. Nous avons constaté, sans ce que cela nous surprenne, que la qualité des politiques économiques avait son importance. Chose plus surprenante

toutefois, du moins pour les économistes, nous avons également remarqué que les libertés civiles avaient, elles aussi, un effet appréciable : plus les libertés civiles du pays en développement considéré étaient robustes, plus le projet d'investissement avait des chances de réussir.

Des études de cas « microhistoriques » peuvent apporter d'autres éléments. Une remarquable étude due à un historien économiste qui vient de paraître compare l'organisation interne des navires de la marine marchande, de la marine de guerre et des pirates au XVIII^e siècle. Les bâtiments de la marine marchande et de la marine de guerre opéraient sous le régime de la dictature, le commandant détenant une autorité absolue et incontestée. Il en allait tout autrement des navires pirates, qui étaient régis selon des structures et des règlements démocratiques bien définis (souvent écrits), une règle de droit interne qui répartissait l'autorité entre le commandant et l'équipage. Il y avait des contrepoids et des limites imposées à l'autorité du commandant et des règlements précisaient les conditions du partage des prises, le résultat étant que les navires pirates étaient d'une extraordinaire efficacité en ce qui concerne l'organisation de la coopération interne, et ce entre une bande d'individus armés de sabres et assoiffés de sang. C'étaient donc des entreprises remarquablement efficaces, qui se distinguaient radicalement par là des navires de commerce et de combat de l'époque, au régime autoritaire, sujets à de fréquents conflits internes et à des mutineries.

La démocratie est-elle une condition préalable essentielle de la croissance rapide ? Ou la responsabilité démocratique est-elle sans importance pour le développement à long terme ? Nous concluons que ce n'est ni l'un ni l'autre.

AU-DELÀ DES ÉLECTIONS

Tout bien considéré, les institutions de politique et de gouvernance qui favorisent la concurrence politique, la responsabilité et les freins et contrepoids peuvent, dans le long terme, faire une différence. Les choses sont moins claires dans le court terme.

Il est également important d'adopter une large perspective englobant toute la gamme de la liberté d'expression, de la participation citoyenne et de la responsabilité démocratique. Les définitions étroites de la démocratie fondées exclusivement sur la tenue d'élections et sur l'existence théorique de plusieurs partis politiques laissent souvent de côté les questions de la participation populaire.

Il convient aussi d'adopter une vision plus large et s'inscrivant davantage dans la durée étant donné les difficultés de la transition qui mène à la démocratie, comme l'indiquent les réalités sur le terrain. Les résultats économiques peuvent varier dans le court terme à la suite d'une telle transition, et les revers sont possibles. Le développement est un processus complexe, ardu et souvent fragile. On peut généralement appliquer un certain nombre de leçons dans ce domaine, viser par exemple à la stabilité macroéconomique et à la réduction de la corruption, mais il n'existe pas de modèle unique à mettre en œuvre pour réussir son développement.

En tout état de cause, cependant, les faits indiquent que les libertés civiques et la liberté d'expression peuvent aboutir à l'instauration de gouvernements plus transparents et plus efficaces, et à un développement économique plus robuste et plus participatif. Outre des élections propres, libres et régulières et des systèmes politiques multipartites plus efficaces, il est également important que la presse et les autres médias soient libres et solides. Dans le monde actuel, les innovations qui se manifestent dans les médias sociaux, tels que le blogging et les textos, qui s'ajoutent à la radio communautaire dans les régions rurales pauvres, viennent modifier le contenu des notions de la participation citoyenne et de la responsabilité démocratique et sont porteuses d'un vaste potentiel d'amélioration de la gouvernance et des effets du développement. ■

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques de la Banque mondiale ou du gouvernement des États-Unis.

Une plus grande libéralisation économique va-t-elle conduire à un gouvernement plus démocratique en Russie ?

Anders Åslund



Les Russes continuent à voter alors même qu'ils s'éloignent de la démocratie.

Malgré son expansion économique, le niveau d'éducation de sa population et l'ouverture relative de sa société, la Russie est revenue à un gouvernement autoritaire, déclare Anders Åslund. Selon lui, la raison en résiderait dans la corruption. Chargé de recherches au Peterson Institute for International Economics, il vient de publier un ouvrage intitulé Russia's Capitalist Revolution: Why Market Reform Succeeded and Democracy Failed (La réforme capitaliste russe: pourquoi la libéralisation économique a réussi alors que la démocratie a échoué) (Peterson Institute for International Economics, 2007).

Au cours des 30 dernières années, la démocratie a fait des progrès extraordinaires partout dans le monde. Ce que le politologue Samuel Huntington a appelé la « troisième vague » de la démocratisation, a commencé en Espagne et au Portugal au milieu des années 70 et porté le nombre des démocraties de 41 en 1974 à 123 en 2007 (chiffres dignes de foi fournis par la Freedom House). Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majorité des êtres humains vit en régime démocratique.

En 1959, dans un article marquant, l'éminent sociologue et politologue Seymour Martin Lipset a avancé



© AP Images

Le président Dimitri Medvedev et le premier ministre Poutine : l'autoritarisme peut-il durer ?

que plus le revenu d'un pays, le niveau d'éducation de ses habitants et son ouverture au commerce extérieur et aux déplacements augmentaient, plus il était probable qu'il se démocratisait.

Étant donné que le revenu, l'éducation et l'ouverture ont considérablement progressé au cours des 30 dernières années, les progrès de la démocratie ne sont pas surprenants. D'une manière générale, la démocratie et les marchés libres vont de pair, mais cette corrélation n'est pas toujours étroite.

De fait, au cours des quelques dernières années, un certain nombre de pays importants ont tourné le dos à la démocratie. Parmi les exemples les plus frappants, on peut citer la Russie, le Nigéria et le Vénézuéla. Certains mentionnent aussi la Chine, qui connaît une croissance continue depuis une trentaine d'années, mais dont le régime reste profondément autoritaire. En tout état de cause, nous ne parlerons ici que de la Russie.

Dans un récent article, l'intellectuel néoconservateur Robert Kagan a écrit : « Aujourd'hui, il semble que plus un pays devient riche, que ce soit la Russie ou la Chine, et plus il semble facile pour les autocrates de se maintenir au pouvoir. L'afflux de l'argent satisfait la bourgeoisie qui laisse le gouvernement emprisonner les quelques mécontents qui laissent transparaître leurs sentiments sur l'Internet. »

Il est beaucoup trop tôt pour arriver à des conclusions aussi pessimistes. À la différence de la Russie, la Chine est toujours un pays en développement. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'y est que d'un quart de celui de la Russie. Selon les normes de Lipset, il est normal que le régime chinois soit autoritaire.

UNE CONTRADICTION

La Russie, cependant, est trop riche, trop bien éduquée et trop ouverte pour être aussi autoritaire. Plus vite la Russie grandit et plus manifeste devient la contradiction entre un système politique obsolète et une économie et une société en voie de modernisation rapide. La situation est aberrante.

À l'heure actuelle, mesuré en parité de pouvoir d'achat, le PIB par habitant de la Russie est équivalent à un tiers de celui de l'Union européenne, résultat respectable. Seuls huit pays au monde sont plus riches que la Russie et ne sont toujours pas démocratiques : Singapour et sept petits États producteurs de pétrole, et la Russie est plus grande et moins tributaire du pétrole et du gaz qu'aucun de ces États pétroliers autoritaires.

De nombreux politologues sont d'avis que l'abondance actuelle des recettes pétrolières de la Russie est la principale cause de cet autoritarisme. Dans un ouvrage fondé sur une analyse régressive de nombreux pays, le professeur Steven Fish, de l'Université de Californie à Berkeley, explique l'autoritarisme russe par trois raisons : trop de pétrole, pas assez de libéralisation économique et un pouvoir législatif trop faible.

Le grand spécialiste de l'histoire russe, Richard Pipes, professeur à Harvard, souligne la longue tradition d'autoritarisme du pays tant dans la pratique que dans la théorie. La nostalgie post-impériale actuelle et la stabilisation post-révolutionnaire y contribuent aujourd'hui. Les Russes en ont assez de la politique et ils attribuent les difficultés économiques des années 90 non pas à la chute du communisme, mais à la démocratie postcommuniste. Et ils font l'éloge de l'ex-président Poutine qui, selon eux, est responsable de la croissance économique continue de 7 pour cent par an que le pays connaît depuis 1999.

La meilleure façon de répondre à la question de savoir si l'autoritarisme russe est durable est de clarifier sa fonction. Depuis 2003, lorsque le régime est devenu vraiment autoritaire, aucune réforme n'a été entreprise : tel n'était donc pas son but.

De fait, le phénomène nouveau le plus frappant a été la montée de la corruption en Russie. D'une manière générale, lorsqu'un pays devient plus riche, la corruption baisse et c'est ce qui s'est passé dans la plupart des autres pays postcommunistes. Selon Transparency International, le seul pays au monde qui soit plus riche et plus corrompu que la Russie est la Guinée équatoriale, comparaison qui n'est guère à l'avantage de ce grand pays à l'histoire si riche.



© AP Images

Le siège de Gazprom qui a le monopole du gaz naturel. Les cours élevés des produits énergétiques permettent au régime autoritaire de survivre.

CORRUPTION À GRANDE ÉCHELLE

Des rapports russes indépendants et crédibles, comme celui de Vladimir Milov et Boris Nemtsov intitulé *Putin: The Results* (*Poutine: les résultats*), font état, pour les grands projets d'infrastructure, de pots-de-vin représentant de 20 à 50 % du coût total. Les hauts fonctionnaires russes dérobent chaque année des millions de dollars à l'État et aux grandes entreprises publiques. Un groupe d'agents de renseignement du KGB siège au sommet de la hiérarchie de toutes les entreprises d'État et leur soutire de l'argent tout en achetant de bonnes entreprises privées avec les fonds de l'État et des prêts de banques étrangères.

Il est probable qu'aucun pays n'a jamais connu un tel niveau de corruption au plus haut niveau. Cela ne peut pas durer. L'État devient trop dysfonctionnel. La situation est intenable, même dans le court terme. Tout dirigeant russe se doit de lancer une campagne anticorruption, mais cela même risque d'avoir un effet déstabilisateur.

La corruption qualifiée a commencé avec la confiscation de la société pétrolière Yukos, lancée en 2003. Depuis, les grandes entreprises privées bien gérées ont été renationalisées l'une après l'autre sans que soit

avancée la moindre raison idéologique : les nationalisations semblent être un moyen pour les hauts fonctionnaires de l'État de saisir des actifs à peu de frais ou de recevoir des dessous de table.

Le rôle croissant de l'État dans l'économie s'est donc accompagné d'une montée de la corruption. Des marchés plus libres réduiraient la corruption et les hauts fonctionnaires n'auraient plus autant besoin de faire preuve d'autoritarisme. L'État transfère la manne pétrolière vers ses hauts fonctionnaires alors que des marchés libres ne lui permettraient pas de le faire.

À l'évidence, cette corruption à grande échelle ralentit la croissance économique. Aujourd'hui, la production de pétrole et de gaz naturel a commencé à baisser. La Russie ne peut se permettre de conserver ce niveau de corruption que parce que les cours du pétrole sont élevés et continuent de monter. S'ils venaient à se stabiliser, les Russes pourraient se demander où l'argent est passé et ce que beaucoup d'entre eux savent déjà deviendrait évident pour tous.

Aucun grand pays ayant une population bien éduquée n'a jamais réussi à préserver un régime autoritaire ou à rester aussi corrompu au niveau de développement économique de la Russie. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Bibliographie (en anglais)

Åslund, Anders. *How Capitalism Was Built: The Transformation of Central and Eastern Europe, Russia and Central Asia.* New York, NY: Cambridge University Press, 2007.

Åslund, Anders. *Russia's Capitalist Revolution: Why Market Reform Succeeded and Democracy Failed.* Washington, DC: Peterson Institute for International Economics, 2007.

Barro, Robert J. "Democracy and Growth." *Journal of Economic Growth*, vol. 1 (1996): pp. 1-27.

Baum, Matthew A., and David A. Lake. "The Political Economy of Growth: Democracy and Human Capital." *American Journal of Political Science*, vol. 47, no. 2 (2003): pp. 333-347.

Comeau, Ludovic Jr. "Democracy and Economic Growth: A Relationship Revisited." *Eastern Economic Journal*, vol. 29, no. 1 (2003): pp. 1-21.

Dabrowski, Marek, Ben Slay, Jaroslaw Neneman, eds. *Beyond Transition: Development Perspectives and Dilemmas.* Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004.

Doucouliafos, Hristos, and Mehmet Ali Ulubasoglu. "Democracy and Economic Growth: A Meta-Analysis." *American Journal of Political Science*, vol. 52, no. 1 (2008): pp. 61-83.

Feng, Yi. "Democracy, Political Stability and Economic Growth." *British Journal of Political Science*, vol. 27, no. 3 (1997): pp. 391-418.

Gasiorowski, Mark J. "Democracy and Macroeconomic Performance in Underdeveloped Countries." *Comparative Political Studies*, vol. 33, no. 3 (2000): pp. 319-349.

Gerring, John, William T. Barndt, and Philip Bond. "Democracy and Growth: A Historical Perspective." *World Politics*, vol. 57, no. 3 (2005): pp. 323-364.

Geo, Uk, and Alexander C. Tan. "Democracy and Economic Growth: A Causal Analysis." *Comparative Politics*, vol. 33, no. 4 (2001): pp. 463-473.

Graham, Carol, and Susan M. Collins, eds. *Brookings Trade Forum, 2004.* Washington, DC: Brookings Institution Press, 2004.

Graham, Carol, and Stefano Pettinato. *Happiness and Hardship: Opportunity and Insecurity in New Market Economies.* Washington, DC: Brookings Institution Press, 2002.

Harrison, Lawrence E. *The Central Liberal Truth: How Politics Can Change a Culture and Save It from Itself.* New York, NY: Oxford University Press, 2006.

Harrison, Lawrence E. and Peter L. Berger, eds. *Developing Cultures: Case Studies.* New York, NY: Routledge, 2006.

Harrison, Lawrence, and Jerome Kagan, eds. *Developing Cultures: Essays on Cultural Change.* New York, NY: Routledge, 2006.

Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi. "Governance Matters VI, Governance Indicators for 1996-2004." World Bank Policy Research Working Paper No. 4280 (2007). http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=999979.

Kaufmann, Daniel, and Aart Kraay. "Growth Without Governance." World Bank Policy Research Working Paper No. 2928 (2002). http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=316861.

Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi. "Governance Matters IV, Governance Indicators for 1996-2004." World Bank Policy Research Working Paper No. 3630 (2005). http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=718081.

Kaufmann, Daniel, Joel Hellman, and Geraint Jones. "Seize the State, Seize the Day: State Capture, Corruption and Influence in Transition." World Bank Policy Research Working Paper No. 2444 (2000).
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=240555.

Kaufmann, Daniel, Lant Pritchett, and Jonathan Isham. "Civil Liberties, Democracy, and the Performance of Government Projects." *World Bank Economic Review*, vol. 11, no. 2 (1997): pp. 219-242.
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1116669.

Leeson, Peter T. "An-arrgh-chy: The Law of Economics of Pirate Organization." *Journal of Political Economy*, vol. 115, no. 6 (2007): pp. 1049-1094.

Mandelbaum, Michael. *Democracy's Good Name: The Rise and Risks of the World's Most Popular Form of Government*. New York: Public Affairs, 2007.

Oppenheim, Lois H. *Politics in Chile: Socialism, Authoritarianism, and Market Democracy*. 3rd ed. Boulder, CO: Westview Press, 2007.

Padayachee, Vishnu, ed. *The Development Decade?: Economic and Social Change in South Africa, 1994-2004*. Cape Town, South Africa: HSRC Press, 2006.

Persson, Torsten & Tabellini, Guido, 2007. "The Growth Effect of Democracy: Is It Heterogeneous and How Can It Be Estimated?" CEPR Discussion Papers 6339 (2007).
<http://ideas.repec.org/p/cpr/ceprdp/6339.html>

Przeworski, Adam. "Democracy and Economic Development," *The Evolution of Political Knowledge*, edited by Edward D. Mansfield and Richard Sisson. Columbus, OH: Ohio State University Press, 2004.

Plumper, Thomas, and Christian W. Martin. "Democracy, Government Spending and Economic Growth: A Political-Economic Explanation of the Barro-Effect." *Public Choice*, vol. 117 (2003): pp. 27-50.

Root, Amanda. *Market Citizenship: Experiments in Democracy and Globalization*. Los Angeles, CA: Sage, 2007.

Shin, Doh Chull, and Russell J. Dalton, eds. *Citizens, Democracy, and Markets Around the Pacific Rim: Congruence Theory and Political Culture*. New York, NY: Oxford University Press, 2006.

Tavares, Jose, and Romain Wacziarg. "How Democracy Affects Growth." *European Economic Review*, vol. 45 (2000): pp. 1341-1378.

Tsai, Kellee S. *Capitalism Without Democracy: The Private Sector in Contemporary China*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2007.

FILMOGRAPHIE

These documentaries are available from the State Department Video Catalog 2008:

Africa Open for Business (2005)

Running time: 60 minutes
Synopsis: This documentary challenges the stereotypes and proves Africa cannot be so easily defined. It profiles companies in Nigeria, Kenya, Ghana, Lesotho, Senegal, Botswana, Uganda, Zimbabwe, and Somalia.

Commanding Heights (2002)

Running time: 60 minutes for each part
Synopsis: This PBS series tells the inside story of our new world economy, the struggle between governments and markets, and the battle over globalization.

The Women's Bank of Bangladesh (1996)

Running time: 47 minutes
Synopsis: The famous Grameen Bank makes small-business loans to women only. The film follows the daily activities of three women who have taken out loans to fund cottage industries.



America.gov

Les États-Unis dans le monde d'aujourd'hui

Site de eJournalUSA

<http://www.america.gov>



UNE
REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES

